

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
29 décembre 2015
Français
Original : anglais

**Lettre datée du 29 décembre 2015, adressée à la Présidente
du Conseil de sécurité par le Président du Groupe
de travail plénier sur les opérations de maintien
de la paix des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le rapport du Groupe de travail plénier sur les opérations de maintien de la paix des Nations Unies (voir annexe), qui rend compte des activités menées par le Groupe de travail du 1^{er} janvier au 31 décembre 2015.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir porter le texte de la présente lettre et de son annexe à l'attention des membres du Conseil de sécurité et de les faire publier comme document du Conseil.

Le Président du Groupe de travail plénier
sur les opérations de maintien de la paix
des Nations Unies
(Signé) Mahamat Zene **Cherif**



**Annexe à la lettre datée du 29 décembre 2015 adressée
à la Présidente du Conseil de sécurité par le Président
du Groupe de travail plénier sur les opérations
de maintien de la paix des Nations Unies**

**Rapport sur les activités menées par le Groupe
de travail sur les opérations de maintien de la paix
des Nations Unies pour la période allant
du 1^{er} janvier au 31 décembre 2015**

I. Introduction

1. Le Groupe de travail plénier sur les opérations de maintien de la paix des Nations Unies a été créé pour faire suite à la déclaration du Président du Conseil de sécurité, adoptée le 31 janvier 2001 (S/PRST/2001/3).
2. L'Ambassadeur et Représentant permanent du Tchad auprès de l'Organisation des Nations Unies, M. Mahamat Zene Cherif, a été nommé Président du Groupe de travail plénier sur les opérations de maintien de la paix des Nations Unies pour la période se terminant le 31 décembre 2015 (voir S/2015/2/Rev.1).
3. Le présent rapport décrit le déroulement et le contenu des réunions que le Groupe de travail a tenues du 1^{er} janvier au 31 décembre 2015 et durant lesquelles il a, conformément à son mandat, examiné plusieurs questions relatives au maintien de la paix qui relèvent des attributions du Conseil et des aspects techniques de telle ou telle opération de maintien de la paix, sans préjudice des compétences du Comité spécial des opérations de maintien de la paix. Tenant compte des activités actuelles du Conseil et des priorités de ses membres, le programme des réunions visait à attirer l'attention du Groupe de travail sur les questions soulevées au cours du mandat de ses précédents présidents, ainsi que sur de nouvelles questions particulièrement importantes.

**II. Réunions du Groupe de travail ayant eu lieu
entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2015**

4. Entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2015, le Groupe de travail a continué de promouvoir la coopération triangulaire entre le Conseil de sécurité, les pays qui fournissent des contingents ou du personnel de police et le Secrétariat, en particulier en vue d'améliorer la coordination entre les différentes composantes des opérations de maintien de la paix et d'examiner des questions thématiques importantes relatives au maintien de la paix. Il a tenu neuf réunions avec des pays qui fournissent des contingents ou du personnel de police, et entendu des exposés de hauts fonctionnaires du Secrétariat de l'ONU et de la Commission de l'Union africaine ainsi que de représentants permanents et d'observateurs auprès de l'ONU (voir tableau dans l'annexe au présent rapport).
5. En 2015, le Groupe de travail s'est penché sur les thèmes suivants :
 - a) Mission traditionnelle de maintien de la paix et imposition de la paix;

b) Sûreté et sécurité des soldats de la paix des Nations Unies : menaces asymétriques;

c) Mission de l'Union africaine en Somalie : les enseignements tirés de l'expérience;

d) Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali : une opération de maintien de la paix dans un contexte de lutte contre le terrorisme;

e) Mesures bilatérales et multilatérales de renforcement des capacités des pays fournissant des contingents ou du personnel de police;

f) Brigade d'intervention de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo : enseignements tirés;

g) Partenariats : importance des initiatives régionales de maintien de la paix;

h) Voie à suivre pour parvenir à un dialogue stratégique entre le Conseil de sécurité, les pays fournissant des contingents ou du personnel de police et le Secrétariat.

Le Groupe de travail a également tenu une réunion spéciale avec le Groupe indépendant de haut niveau chargé d'étudier les opérations de paix.

A. Maintien de la paix classique ou imposition de la paix

6. Le 20 février, le Groupe de travail s'est réuni sous la présidence de M. Mangaral Banté, Représentant permanent adjoint du Tchad auprès de l'ONU. Dans ses observations liminaires, il a décrit le contexte et l'évolution des opérations de maintien de la paix, qui sont passées d'une forme traditionnelle à un maintien de la paix musclé, puis à l'imposition de la paix à mesure que de nouvelles menaces émergeaient. Il a indiqué que les soldats de la paix devaient faire face à des conflits internes, des menaces terroristes et à la criminalité transnationale organisée et qu'il importait par conséquent d'adapter les stratégies de maintien de la paix à des environnements en constante évolution. Au vu de ces menaces et dans le contexte de l'examen global mené par M. José Ramos-Horta sur les opérations de maintien de la paix des Nations Unies, il était essentiel d'étudier la stratégie de l'ONU en matière de maintien de la paix dans un monde ayant profondément changé depuis le déploiement de la première mission au Moyen-Orient en 1948. Le Tchad est fermement convaincu que le maintien de la paix devait être une activité dynamique plutôt que statique, d'où l'importance d'adapter au mieux les missions et les mandats à chaque contexte spécifique. Il a noté un certain nombre de progrès accomplis à cet égard, notamment la mise en place de la brigade d'intervention au sein de la MONUSCO, qui a combattu efficacement les groupes armés dans l'est de la République démocratique du Congo. Il a attiré l'attention sur la note de cadrage (voir S/2015/1034) distribuée avant la réunion, dans laquelle figuraient plusieurs recommandations visant à alimenter les débats.

7. Le groupe de travail a ensuite entendu les exposés de M. Richard Nduhura, Représentant permanent de l'Ouganda auprès de l'ONU et du général de corps d'armée Maqsood Ahmed, Conseiller militaire pour les opérations de maintien de la paix des Nations Unies.

8. M. Nduhura a décrit le contexte dans lequel l'Ouganda a débuté ses activités d'imposition de la paix en Somalie, après avoir adopté, le 19 janvier 2007, le Communiqué du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine. Auparavant, les soldats ougandais étaient frustrés parce qu'ils ne pouvaient recourir à la force qu'en cas d'attaque et que leurs assaillants en profitaient pour multiplier les offensives. Cette situation avait amené son gouvernement à demander un mandat suffisamment robuste pour pouvoir déloger les militants de leurs positions. Selon lui, l'adoption de la résolution 1863 (2009) du Conseil de sécurité, autorisant la Mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM) à prendre toutes mesures utiles pour assurer la sécurité des infrastructures essentielles en Somalie et instaurer les conditions de sécurité nécessaires à la fourniture de l'aide humanitaire avait marqué un tournant pour l'AMISOM. Il attribuait le succès de la mission à la pleine coopération et à l'esprit d'initiative du peuple somalien. Il a également souligné qu'il importait de renforcer le partenariat entre l'ONU et l'Union africaine car l'ONU ne pouvait régler à elle seule tous les problèmes relatifs à la paix et la sécurité internationales. Faisant observer que l'idée d'une force régionale appuyée par l'ONU n'était pas nouvelle, il a ajouté que celle-ci devait tirer le meilleur parti possible des compétences particulières d'organisations telles que l'Union africaine, la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD). À son avis, l'Union africaine devait mener à bien les activités complexes d'imposition de la paix, puis en transférer la responsabilité à l'ONU après élaboration d'un plan détaillé.

9. Le général de corps d'armée Ahmed a indiqué que les opérations de maintien de la paix devaient évoluer, les opérations classiques n'étant plus adaptées au contexte actuel et a ajouté que les principes du maintien de la paix, à savoir le consentement des parties, l'impartialité et le non-recours à la force, sauf en cas de légitime défense ou de défense du mandat, étaient mis à rude épreuve. Il a engagé les pays fournissant des contingents ou du personnel de police à approfondir leur compréhension du concept de protection des civils et à se concentrer sur les performances de leurs contingents. À cet égard, il a noté que des manuels sur des sujets tels que la protection des civils, la protection physique et l'aviation étaient en cours d'élaboration. En guise de conclusion, il a déclaré que, même si les opérations de maintien de la paix faisaient face à de nombreuses difficultés dans le contexte actuel, leur absence pourrait avoir des conséquences catastrophiques pour la population civile.

10. Toutes les délégations ayant fait une déclaration après les exposés sont convenues que les opérations de maintien de la paix devaient évoluer. Certaines ont estimé qu'il fallait redéfinir les notions de maintien de la paix et d'imposition de la paix. L'ONU ne devait pas prendre parti et les principes du maintien de la paix devaient être maintenus. Elles ont indiqué qu'il fallait renforcer les capacités de l'État hôte ainsi que la sûreté et la sécurité des soldats de la paix. D'autres délégations ont noté qu'il n'y avait pas de solution unique et qu'il fallait donc moduler les mandats en fonction des différentes situations et recourir à des mandats plus robustes, voire à l'imposition de la paix, si nécessaire, en particulier pour protéger les civils ou neutraliser les groupes armés. Plusieurs délégations ont appelé à une plus grande coopération entre l'ONU et les organisations régionales. Elles ont souligné que si l'ONU n'était pas à même d'imposer la paix, elle devait doter des moyens nécessaires les organisations régionales disposées à le faire en dépit des risques.

B. Sûreté et sécurité des soldats de la paix des Nations Unies : menaces asymétriques

11. Le 23 mars, le Groupe de travail s'est réuni sous la présidence de M. Mahamat Zene Cherif. Il a insisté sur la dégradation des conditions de sécurité dans lesquelles les opérations de maintien de la paix étaient déployées. D'après les données statistiques de l'Université des Nations Unies, deux tiers des soldats de la paix et 90 % du personnel des missions politiques spéciales exercent leurs activités dans des zones de conflit de forte intensité. L'ONU est de plus en plus la cible de groupes armés et de groupes terroristes recourant à des tactiques de guerre asymétrique, y compris à des engins explosifs improvisés contre les soldats de la paix. Ces engins entraînent des pertes en vies humaines, obligent à prendre des mesures de protection (formations, acquisition de matériel spécialisé, etc.) et entravent les capacités opérationnelles et la liberté de circulation des forces. En outre, les engins explosifs improvisés risquaient de dissuader les États Membres de contribuer aux opérations et les risques et menaces qu'ils représentent entravent déjà l'exécution des mandats de maintien de la paix. M. Mahamat Zene Cherif a rappelé le coût en vies humaines des engins explosifs improvisés pour la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA). Au cours des six derniers mois, la MINUSMA avait subi plus de pertes en vies humaines que toutes les autres opérations de maintien de la paix confondues, ce qui était alarmant. Le Tchad était néanmoins convaincu de l'importance des initiatives de l'ONU visant à renforcer les capacités des opérations de maintien de la paix en vue de faire face aux menaces asymétriques, notamment les engins explosifs improvisés. À cet égard, il a constaté que le Service de la lutte antimines de l'ONU (SLAM) jouait un rôle important dans le renforcement des capacités de mobilité et de protection de la MINUSMA et de l'AMISOM. Enfin, il a attiré l'attention sur la note de cadrage (voir S/2015/1035) distribuée avant la réunion, qui contenait plusieurs recommandations.

12. Le Groupe de travail a ensuite entendu les exposés de M. David Pressman, Représentant permanent adjoint des États-Unis d'Amérique auprès de l'ONU; de M. Dmitry Titov, Sous-Secrétaire général à l'état de droit et aux institutions chargées de la sécurité; et de M^{me} Abigail Hartley, Chef de la Section des politiques, du plaidoyer et de l'information du Service de la lutte antimines de l'ONU.

13. M. Pressman a décrit l'ampleur et le coût de la menace que représentaient les engins explosifs improvisés au Mali et dans le reste du monde. Il a mentionné certaines actions prises par son pays aux niveaux national et multilatéral, notamment dans le cadre du Conseil de sécurité, afin de combattre cette menace. Depuis 2013, 24 soldats de la paix de la MINUSMA ont été tués et 112 blessés par des engins explosifs improvisés. Des engins explosifs improvisés ont également été utilisés contre l'AMISOM et la Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement (FNUOD) et la Mission a été contrainte d'abandonner la plupart de ses postes d'observation. Les engins explosifs improvisés étaient les armes de prédilection des terroristes. Pour ce qui était de la MINUSMA, une équipe d'évaluation de l'armée américaine qui s'était rendue au Mali avait recommandé que les contingents soient formés conformément aux normes de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), idéalement 90 jours avant leur déploiement, afin de les rendre moins vulnérables et de réduire au minimum les risques que présentaient les engins explosifs improvisés. Les États-Unis s'employaient à renforcer les capacités des Nations Unies, notamment en mettant en place

d'importants moyens de défense contre ces engins, qui constituaient une nouvelle menace à laquelle de nombreux pays fournissant des contingents ou du personnel de police n'étaient pas préparés. Dans la mesure où les engins explosifs improvisés menaçaient considérablement la sûreté et la sécurité des missions ainsi que l'exécution des mandats, il a recommandé aux États Membres d'aider l'ONU à élaborer des tactiques, techniques, procédures et plans opérationnels.

14. M. Titov a décrit l'évolution de la situation politique et en matière de sécurité au niveau mondial et la manière dont la nature des conflits influait sur les travaux du Conseil de sécurité ainsi que sur la sûreté et la sécurité des soldats de la paix. Les Nations Unies opéraient dans des zones extrêmement dangereuses où, dans de nombreux cas, aucun accord de paix officiel n'avait été conclu outre les menaces que constituaient la criminalité transnationale organisée et le terrorisme. Les solutions habituellement proposées pour contrer les menaces asymétriques étaient souvent militaires, alors que les missions requéraient en fait des solutions politiques. En effet, pour protéger les soldats de la paix, il fallait prendre des mesures politiques et tactiques, à savoir coopérer avec les États hôtes pour s'attaquer aux causes des conflits et assurer la sûreté et la sécurité. Sur le plan stratégique, il importait de déterminer et de couper les sources de pouvoir des groupes armés, compte tenu des relations entretenues par ces derniers avec les populations locales. Pour conclure, M. Titov a affirmé que son département continuerait de dispenser les formations spécialisées requises et de fournir le matériel nécessaire pour opérer dans certaines zones et souligné que tous les soldats de la paix devaient être formés et équipés conformément aux normes des Nations Unies.

15. M^{me} Hartley a relevé que les engins explosifs improvisés avaient eu des conséquences sans précédent pour les missions et empêchaient les soldats de la paix de mener à bien les tâches que leur avait confiées le Conseil de sécurité, ce qui réduisait les capacités opérationnelles et la crédibilité de l'ONU. Dans le cadre de ses activités, le Service de la lutte antimines luttait désormais contre la menace posée par ces engins. Elle a mis en évidence le rôle que jouait le Service en fournissant un appui opérationnel et politique au système des Nations Unies et aux autorités nationales en vue de réduire au minimum la menace que représentaient les engins explosifs improvisés et a expliqué que, sur le plan opérationnel, il formait, conseillait et équipait les soldats de la paix et, que sur le plan politique, il apportait un appui dans le cadre de l'élaboration des politiques. Les engins explosifs improvisés avaient causé d'importants dommages et tué un grand nombre de civils et de soldats de la paix, en particulier au Mali, mais des mesures avaient été prises pour rendre plus sûrs les déplacements sur les principaux itinéraires de ravitaillement et pour multiplier les patrouilles. Étant donné la nature complexe, multidimensionnelle et en constante évolution de la menace que représentaient les engins explosifs improvisés, elle a recommandé au Conseil de sécurité de mettre en place, dans les missions, des entités chargées de lutter contre ces engins, si nécessaire. Ces entités devraient être dotées des ressources et du matériel indispensables ainsi que d'experts compétents qui puissent conseiller et former le personnel de la mission et de l'État hôte.

16. Toutes les délégations ayant fait des déclarations après les exposés ont souligné qu'il fallait renforcer la sûreté et la sécurité des soldats de la paix qui opéraient dans des zones dangereuses.

C. Réunion spéciale avec les membres du Groupe indépendant de haut niveau chargé d'étudier les opérations de paix

17. Le 6 mai, le Groupe de travail s'est réuni, sous la présidence de M. Mahamat Zene Cherif, en présence de 12 membres du Groupe indépendant de haut niveau chargé d'étudier les opérations de paix, qui avaient été nommés le 31 octobre 2014 par le Secrétaire général pour évaluer les opérations de paix des Nations Unies. Dans ses observations liminaires, le Président a déclaré qu'il était essentiel de revoir la stratégie de maintien de la paix de l'ONU. Le monde avait considérablement changé depuis que l'Organisation avait déployé sa première mission de maintien de la paix en 1948 et les opérations de maintien de la paix devaient évoluer et être adaptées aux nouvelles réalités. Les solutions devaient correspondre à la situation particulière de chaque zone. Bien que les principes de l'ONU relatifs au maintien de la paix soient toujours valables, il a rappelé la résolution 2098 (2013) par laquelle le Conseil de sécurité avait autorisé la brigade d'intervention de la MONUSCO à mener des offensives ciblées en vue d'empêcher l'expansion de tous les groupes armés, de les neutraliser et de les désarmer dans l'est de la République démocratique du Congo. À cet égard, il se demandait si ces principes demeuraient applicables. Il était alarmant que la MINUSMA ait connu le plus grand taux de mortalité par rapport aux autres missions de maintien de la paix depuis l'Opération des Nations Unies en Somalie II, avec un total de 28 soldats de la paix tués en 2014. Au cours des sept derniers mois, la MINUSMA avait subi plus de pertes en vies humaines que toutes les autres opérations confondues.

18. M. Cherif a en outre noté qu'il importait que les pays fournissant des contingents ou du personnel de police, le Conseil de sécurité et le Secrétariat s'accordent sur les tâches que les missions devaient accomplir dans le cadre de l'élaboration et de l'examen des mandats et que l'Union africaine et l'ONU renforcent leur partenariat en tirant parti des enseignements tirés de leur expérience et de leurs pratiques optimales. En conclusion, il a attiré l'attention sur la note de cadrage (voir S/2015/1036), qui avait été distribuée avant la réunion et dans laquelle étaient proposés quatre sujets de discussion, à savoir le recours à la force, les menaces asymétriques, la coopération triangulaire et les partenariats avec les organisations régionales, en particulier l'Union africaine.

19. Le Groupe de travail a ensuite entendu les exposés de M. Edmond Mulet, Sous-Secrétaire général aux opérations de maintien de la paix, de M. Tête António, Observateur permanent de l'Union africaine auprès de l'ONU, et de M. José Ramos-Horta, Président du Groupe indépendant de haut niveau chargé d'étudier les opérations de paix.

20. M. Mulet a indiqué qu'il était important de savoir comment et quand recourir à la force. Il a expliqué que les opérations de maintien de la paix devraient avoir légitimement recours à la force pour se défendre et pour défendre le mandat, en particulier pour protéger les civils, en précisant qu'elles devraient avoir la latitude voulue pour recourir à un niveau de force adapté à la situation, au mandat et aux capacités disponibles. Pour ce qui était des environnements asymétriques, le Département des opérations de maintien de la paix prenait des mesures pour préparer les soldats de la paix, mais il manquait cruellement de capacités de planification militaire. À cet égard, une Cellule stratégique de constitution des forces et de planification des moyens était actuellement mise en place, mais les États Membres devaient fournir les moyens nécessaires. Un programme de

renforcement des capacités des missions opérant dans des pays tels que le Mali était en cours d'élaboration et des outils technologiques modernes susceptibles d'améliorer les performances et de protéger les soldats de la paix étaient recensés. Concernant la coopération triangulaire, lorsque les contingents obéissaient aux ordres des autorités de leurs pays ou lorsque les unités se heurtaient à des mises en garde, les soldats de la paix ne pouvaient pas remplir efficacement leur mandat. Pour assurer le succès des opérations de maintien de la paix, il faudrait adopter une vision commune sur les mesures à prendre pour stabiliser les pays déchirés par la guerre. Le Conseil de sécurité et les pays fournissant des contingents ou du personnel de police devraient intensifier les consultations et les échanges d'informations pendant toute la durée des missions et le Secrétariat devrait fournir au Conseil de sécurité et aux pays fournissant des contingents et du personnel de police des évaluations précises des risques, des possibilités et des problèmes de chaque opération.

21. Concernant les partenariats, M. Mulet a fait observer que l'ONU et l'Union africaine œuvraient maintenant conjointement au maintien de la paix et que l'Union africaine était le partenaire le plus important de l'ONU. Ce partenariat, qui était au départ axé sur le renforcement des capacités, avait évolué et se fondait désormais sur le partage des charges et la convergence stratégique. L'Union africaine possédait des atouts tels qu'une capacité de réaction rapide aux crises grâce à son rôle de prévention et de médiation, ainsi que son aptitude à se mobiliser plus rapidement que l'ONU, comme elle l'a montré au Mali et en Somalie. Le Groupe de travail devrait étudier la manière dont les capacités respectives de ses membres pouvaient être utilisées plus efficacement de manière à réagir rapidement aux crises graves. D'importants efforts étaient déployés pour rendre opérationnelle la Force africaine en attente. Cela étant, d'autres mesures pouvaient être prises pour consolider le partenariat, en particulier en renforçant le dialogue stratégique et les échanges de vue entre le Conseil de sécurité et le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine, ce qui permettrait une plus grande cohérence des politiques, en particulier dans le cadre de la définition des rôles de chaque organisation dans les interventions en cas de crise. L'Union africaine et l'ONU devraient également collaborer étroitement dans le cadre de la planification des opérations compte tenu des enseignements précieux tirés des récents transferts de responsabilité en République centrafricaine et au Mali et dont les futurs transferts devaient s'inspirer.

22. M. António a rappelé la visite effectuée par les membres du Groupe indépendant de haut niveau chargé d'étudier les opérations de paix à Addis-Abeba en février 2015 afin de s'entretenir avec la Présidente de la Commission de l'Union africaine, ainsi qu'avec le Département paix et sécurité et le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine. Selon l'Union africaine, le processus d'examen des opérations de maintien de la paix des Nations Unies devrait permettre de renforcer le partenariat stratégique entre l'Union africaine et l'ONU dans le domaine de la paix et de la sécurité, conformément au Chapitre VIII de la Charte des Nations Unies. Il a réitéré la position commune de l'Afrique sur les opérations de maintien de la paix des Nations Unies, adoptée par le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine le 29 avril 2015, et en a résumé les points essentiels. Les membres du Groupe indépendant de haut niveau partageaient cette position commune et il espérait qu'elle serait dûment prise en compte dans le rapport du Groupe.

23. M. Ramos-Horta a formulé des observations en attendant que ce rapport, en cours d'élaboration, soit présenté au Secrétaire général. Le Groupe avait reçu plus

de 80 contributions écrites, y compris celle de l'Union africaine, il s'était rendu en Asie, en Afrique, en Europe, au Moyen-Orient et en Amérique latine, et avait tenu des dizaines de réunions. Le Groupe s'était en outre entretenu avec des représentants d'organismes et de leurs États membres à New York, des responsables de missions, des communautés et des gouvernements de pays accueillant des opérations de maintien de la paix des Nations Unies (République démocratique du Congo, Mali et Sénégal), ainsi qu'avec des membres de leur personnel. L'ONU devait davantage collaborer avec les organisations régionales et, à cet égard, il s'est félicité du partenariat existant avec l'Union africaine, qui permettait de partager la charge que représentait le règlement des conflits en Afrique. Il fallait en outre mettre l'accent sur la prévention des conflits et le règlement pacifique des différends, s'employer activement à protéger les civils, veiller à ce que le personnel respecte les normes de conduite et appliquer le principe de tolérance zéro en ce qui concernait les abus. La signature d'un accord de paix marquait le début d'un processus de paix, qui devait être décidé par les dirigeants nationaux et appuyé par d'autres acteurs, lesquels devaient fournir l'assistance nécessaire dans les domaines de la sécurité, de la justice, du relèvement économique et de l'intégration politique.

24. Les opérations de maintien de la paix devaient renforcer les capacités de l'État hôte et être déployées là où le besoin se fait le plus sentir, améliorer leurs performances et être plus mobiles et plus flexibles. Le personnel des missions devait s'engager à exécuter le mandat et être responsable devant l'État hôte et les Nations Unies. Les mandats devaient en outre être adaptés aux ressources disponibles et les formations dispensées devaient permettre aux agents en tenue de comprendre leurs obligations en matière de maintien de la paix et leur rôle au sein d'une mission. Il fallait pourvoir les postes de responsabilité dans les opérations de maintien de la paix non seulement en recherchant des candidats au sein du système, mais aussi en formant des jeunes prometteurs. De plus, la communication entre les missions et la population devait être plus dynamique, la sûreté et la sécurité des opérations de maintien de la paix et de leur personnel devaient être renforcées, et l'aide sur le terrain devrait être fournie par l'intermédiaire d'administrateurs plus réactifs et plus responsables. M. Ramos-Horta a cité certains problèmes, en particulier en ce qui concernait le déploiement rapide.

25. Après les trois exposés, les membres du Groupe de travail qui ont pris la parole ont indiqué qu'il fallait déterminer comment et quand recourir à la force pour protéger les civils et neutraliser les auteurs d'attaques asymétriques. Concernant la coopération triangulaire, certains ont estimé qu'en l'occurrence, on ne pouvait guère parler de véritables consultations et qu'il fallait trouver le meilleur moyen de procéder à des consultations avec les pays fournisseurs d'effectifs militaires ou de police et le Secrétariat. Enfin, plusieurs ont déclaré que le partenariat avec l'Union africaine devait être renforcé compte tenu des atouts de cette dernière.

D. AMISOM : les enseignements tirés de l'expérience

26. Le 26 juin, le Groupe de travail s'est réuni sous la présidence de M. Mahamat Zene Cherif. Dans ses observations liminaires, ce dernier a déclaré qu'entre 2007 et 2015, la Mission de l'Union africaine avait contribué pour beaucoup à l'amélioration des conditions de sécurité et de la situation politique en Somalie, citant, entre autres, la reprise de la quasi-totalité des territoires précédemment occupés par les Chabab, y compris Mogadiscio, et la poursuite du processus

constitutionnel. Il a néanmoins reconnu que ce groupe demeurait une menace du fait de la guerre asymétrique qu'il continuait de mener. Il a fait valoir que l'AMISOM constituait un exemple de coopération entre l'Union africaine, l'ONU et l'Union européenne et qu'il était nécessaire de tirer les enseignements de cette expérience en vue de relever les défis existant en matière de paix et de sécurité en Afrique. Il a rappelé le Chapitre VIII de la Charte, selon lequel « le Conseil de sécurité utilise, s'il y a lieu, les accords ou organismes régionaux pour l'application des mesures coercitives prises sous son autorité ». Il a affirmé que l'AMISOM était sur la bonne voie grâce à l'appui des pays voisins de la Somalie, de l'Union africaine, de l'Organisation des Nations Unies, de l'Union européenne et de partenaires bilatéraux. Après avoir rappelé que la note de cadrage distribuée avant la réunion (voir S/2015/1037) présentait des enseignements tirés de l'expérience qui étaient loin d'être exhaustifs, il a invité les intervenants et les membres du Groupe de travail à en proposer d'autres.

27. Le Groupe de travail a ensuite entendu les exposés de M. Atul Khare, Secrétaire général adjoint à l'appui aux missions, M. Tête António, Observateur permanent de l'Union africaine auprès de l'Organisation des Nations Unies, M. Thomas Mayr-Harting, Chef de la délégation de l'Union européenne auprès de l'Organisation des Nations Unies, et M. Tekeda Alemu, Représentant permanent de la République fédérale démocratique d'Éthiopie auprès de l'Organisation des Nations Unies.

28. M. Khare a rappelé que, dans son rapport, le Groupe indépendant de haut niveau avait souligné qu'il importait d'intensifier le partenariat stratégique de l'ONU et de l'Union africaine et d'appuyer, au cas par cas, les opérations de paix de l'Union africaine autorisées par le Conseil de sécurité, y compris au moyen d'un financement prévisible. La Mission de l'Union africaine en Somalie recevait trois formes d'appui : logistique, direct ou bilatéral, et par l'intermédiaire d'un fonds d'affectation spéciale. Le Bureau d'appui de l'ONU pour la Mission de l'Union africaine en Somalie (UNSOA) apportait un soutien à plus de 30 000 membres du personnel de l'AMISOM et de l'Armée nationale somalienne, en fournissant tous les mois 1 600 tonnes de rations et 2,4 millions de litres de carburant et d'eau. En ce qui concerne les enseignements tirés de l'expérience, il fallait, a-t-il dit, disposer d'un mandat clairement défini pour répondre de manière prévisible et viable aux besoins opérationnels de base de la Mission de l'Union africaine. Il avait demandé qu'un examen stratégique du Bureau d'appui de l'ONU soit réalisé, afin de définir les mesures à prendre pour que ce dernier puisse s'adapter à l'évolution des besoins. L'Union africaine et l'Organisation des Nations Unies devaient intensifier leurs efforts sur les plans stratégique et opérationnel pour mener des activités intégrées de planification et fixer des priorités. Il a en outre évoqué la difficulté d'appuyer l'Armée nationale somalienne au moyen de contributions volontaires, ainsi que le problème posé par le coût élevé de l'acheminement des fournitures dû au fait que les principales voies d'approvisionnement sont impraticables.

29. M. António a indiqué que l'AMISOM était une initiative régionale, qui relevait du Chapitre VIII de la Charte des Nations Unies et bénéficiait du soutien de la communauté internationale. Dans ces conditions, l'Afrique avait besoin d'un soutien pour la mise en œuvre de « solutions africaines aux problèmes africains ». Il a déclaré que le soutien logistique apporté par l'ONU grâce à des contributions obligatoires, à l'appui financier de l'Union européenne, à un appui bilatéral et au financement provenant du fonds d'affectation spéciale prouvait qu'il était possible

de répartir les responsabilités de façon à réduire la part qui incombait à chacun. Il a également fait valoir que, compte tenu des principes qui régissent les opérations de maintien de la paix, aucune opération des Nations Unies ne pourrait fonctionner dans les conditions de sécurité dans lesquelles la Mission de l'Union africaine avait été déployée et poursuivait son action. Étant donné les difficultés rencontrées par les pays fournisseurs d'effectifs militaires ou de police pour doter la Mission d'hélicoptères et d'unités du génie, il a conseillé aux États africains de renforcer leurs capacités et a recommandé, à cet égard, de réexaminer les programmes de formation et la doctrine des institutions de défense et de sécurité de l'Afrique. Étant donné que l'AMISOM ne pouvait pas rester pour toujours en Somalie, il était essentiel que la communauté internationale appuie le Gouvernement fédéral somalien dans le cadre du plan Guulwade (victoire) de ce dernier. L'AMISOM était un exemple de réussite collective, qui devait faire figure de référence au regard des problèmes de sécurité actuels.

30. M. Mayr-Harting a déclaré que d'importants progrès avaient été réalisés en Somalie. Il a souligné que, pour en assurer la pérennité, il fallait que les progrès obtenus sur le plan politique aillent de pair avec ceux accomplis en matière de sécurité. Il était urgent, à son avis, de réexaminer le mandat du Bureau d'appui de l'ONU pour lui permettre de fournir l'appui logistique nécessaire non seulement à l'AMISOM mais aussi à l'Armée nationale somalienne. À cet égard, le plan Guulwade constituait un bon point de départ pour former et équiper l'armée. Il était en outre très important de renforcer les capacités de la police somalienne. L'Union européenne avait, par l'intermédiaire de la Facilité de soutien à la paix pour l'Afrique, déboursé 920 millions d'euros depuis la création de l'AMISOM en 2007, et il était essentiel que cet appui se traduise par des résultats concrets sur le terrain. Cependant, l'appui apporté par l'Union européenne ne pourrait se maintenir à son niveau actuel à l'avenir, d'où la nécessité urgente de chercher d'autres donateurs, en particulier l'Union africaine.

31. M. Alemu a affirmé que l'AMISOM était une réussite et un exemple exceptionnel de coopération entre l'ONU et des organisations régionales et sous-régionales. Il a déclaré que, contrairement aux opérations classiques, l'AMISOM avait été déployée dans une situation où il n'y avait pas de paix à maintenir. Le déploiement avait été rendu possible grâce au courage dont avait fait preuve l'Union africaine en consultation avec l'IGAD et à la volonté des pays fournisseurs de contingents, déterminés à instaurer la paix en Somalie. En ce qui concerne les raisons du succès de l'AMISOM et les enseignements à tirer de l'expérience, il a souligné l'importance du consentement des autorités somaliennes de l'ancien Gouvernement fédéral de transition et l'appui politique continu de l'actuel Gouvernement fédéral somalien; ainsi que le rôle de catalyseur qu'a joué la sous-région dans le processus de paix et de réconciliation, avec l'appui de la communauté internationale; l'appui et la participation de la sous-région à l'AMISOM; l'appui politique, financier et logistique fourni par les partenaires, y compris l'ONU et l'Union européenne, à l'IGAD et à l'Union africaine. Le consensus politique portant sur la marche à suivre pour rétablir la paix en Somalie avait, à son avis, été le facteur le plus déterminant. Le succès de l'AMISOM s'expliquait principalement par le consentement du pays hôte, la cohérence entre les organisations régionales et sous-régionales et la mise en place d'un partenariat novateur s'appuyant sur les principes de la subsidiarité et de la répartition des tâches. En dépit de cela, il a rappelé que la lutte contre les Chabab n'était pas terminée, d'où la nécessité pour

les partenaires de maintenir le cap et de préserver leur unité, en vue d'éradiquer la menace terroriste que présentait ce mouvement en Somalie et dans la région. Étant donné que la Mission de l'Union africaine en Somalie n'allait pas toujours rester en Somalie, il fallait renforcer les capacités de l'Armée nationale somalienne et de la police somalienne et coordonner l'appui à leur apporter.

32. Des débats ont eu lieu entre les membres du Groupe de travail, les intervenants et les représentants d'États Membres présents, y compris la Somalie, à l'issue des quatre exposés. Tous les participants ont condamné l'attaque menée par les Chabab sur la base de l'AMISOM à Ligo, à 100 kilomètres au nord-ouest de Mogadiscio, qui avait tué des dizaines de soldats burundais et fait autant de blessés. Ils ont salué l'action de pacification que mène l'AMISOM malgré le peu de ressources disponibles et ont demandé un soutien à long terme pour l'Armée nationale somalienne, ainsi que son renforcement. Il fallait fournir des services de base aux populations des zones libérées et mettre au point une politique à long terme pour remédier aux problèmes de développement économique en Somalie. Le Président a rappelé que l'AMISOM était une opération militaire qui avait fait ses preuves dans une situation difficile et qui se fondait sur la coopération triangulaire entre l'Union africaine, l'Organisation des Nations Unies et l'Union européenne. Les succès militaires devaient être assortis de progrès socioéconomiques. Enfin, il a appelé les membres du Groupe de travail à tenir compte des vues exprimées ainsi qu'à prendre les mesures nécessaires pour permettre à la Somalie d'être maître de son destin, notamment en appuyant et en renforçant ses forces armées et de sécurité.

E. La MINUSMA : une « opération de maintien de la paix » dans un contexte de lutte contre le terrorisme

33. Le 31 juillet, le Groupe de travail s'est réuni sous la présidence de M. Mahamat Zene Cherif. Ce dernier a expliqué que le Mali était en proie à une crise qui menaçait son unité et sa stabilité et était aggravée par la présence de groupes terroristes, ce qui se traduisait par une situation complexe et un climat d'insécurité pour la MINUSMA. En dépit de la signature d'un accord politique entre le Gouvernement et les groupes armés, l'insécurité régnait du fait de la présence de plus en plus importante de groupes armés et de groupes terroristes dans l'ensemble du pays. Il a expliqué que la MINUSMA faisait l'objet d'attaques asymétriques, perpétrées notamment au moyen d'engins explosifs improvisés, et qu'actuellement elle n'était pas seulement la deuxième mission la plus dangereuse des Nations Unies, mais aussi celle dont l'avenir sur le plan de la sécurité était le plus préoccupant. La question était de savoir si la MINUSMA, qui avait pour mandat de mettre en œuvre un accord de paix, opérait dans un cadre correspondant à sa mission, étant donné qu'il n'y avait pas de paix à maintenir du fait de la présence et des activités des groupes armés, terroristes et criminels faisant obstacle à la paix. D'après la liste établie et mise à jour par le Comité des sanctions contre Al-Qaida faisant suite aux résolutions 1267 (1999) et 1989 (2011), il existait au Mali sept entités associées à Al-Qaida. M. Mahamat Zene Cherif a salué l'action menée par les forces françaises chargées de lutter contre le terrorisme dans le Sahel, et notamment au Mali. Il a dit que les conditions dangereuses dans lesquelles évoluait la MINUSMA, caractérisées par des attaques asymétriques à répétition, nuisaient à la bonne exécution de son mandat sur les plans opérationnel, politique et financier. Dans ce contexte, il a déclaré que la MINUSMA avait besoin du soutien du Conseil

de sécurité pour s'adapter aux difficultés rencontrées sur le terrain et rappelé aux participants les recommandations figurant dans la note de cadrage (voir S/2015/1038) distribuée avant la réunion.

34. Le Groupe de travail a ensuite entendu les exposés de M. Dmitry Titov, Sous-Secrétaire général à l'état de droit et aux institutions chargées de la sécurité (Département des opérations de maintien de la paix), M. Smail Chergui, Commissaire à la paix et à la sécurité de l'Union africaine, M. Mick Lorentzen, Directeur de la Division des opérations régionales du Département de la sûreté et de la sécurité du Secrétariat de l'ONU, M. Alexis Lamek, Représentant permanent adjoint de la France auprès de l'Organisation des Nations Unies, et de l'Ambassadeur Sékou Kassé, Représentant permanent du Mali auprès de l'Organisation des Nations Unies.

35. M. Titov a dit que la MINUSMA avait joué un rôle important dans les pourparlers qui avaient abouti à l'accord de cessez-le-feu. Les conditions de sécurité demeuraient très préoccupantes, 42 Casques bleus de la MINUSMA avaient été tués et 166 blessés depuis avril 2013 du fait d'actes hostiles. L'action de la MINUSMA ne s'inscrivait pas dans le contexte classique du maintien de la paix en raison de la présence d'une multitude de groupes armés et terroristes qui rendaient le caractère asymétrique de la situation de plus en plus préoccupant. Les attaques violentes, au départ concentrées dans le nord, s'étaient propagées jusqu'à Bamako, prenant pour cible le personnel de la Mission et des civils maliens. Il a rappelé l'embuscade tendue par des extrémistes à Tombouctou, qui avait fait six morts et cinq blessés parmi les soldats de la paix. En ce qui concernait les mesures prises, il a déclaré que le Département des opérations de maintien de la paix avait établi trois hôpitaux de niveau II, que les évacuations sanitaires par voie aérienne s'étaient améliorées et que le Département envisageait de mettre en place un nouveau bataillon de soutien logistique en vue de mieux protéger les convois d'approvisionnement. Un nouveau système de sécurité intégré de protection contre les tirs indirects, comprenant des détecteurs, des caméras de surveillance et des radars, était à l'étude à Kidal et Gao. Le Département s'efforçait d'améliorer l'état de préparation du personnel grâce à la formation, à l'équipement, à l'appui et à l'organisation. La formation du personnel à la lutte contre les engins explosifs improvisés s'intensifiait, et huit équipes, formées à la destruction de ces engins, étaient en cours de déploiement. La Mission s'était dotée d'une équipe de renseignements spéciaux, dont les officiers examinaient actuellement toute une série de nouveaux moyens techniques, tels que des systèmes aériens sans pilote. La MINUSMA était cependant encore loin de pouvoir véritablement faire face à l'asymétrie de l'environnement dans lequel elle évoluait. L'engagement des Maliens était le fondement de la stabilité à long terme et l'accord de paix constituait une très bonne base à partir de laquelle consolider la paix, tout en appelant toutes les parties concernées, et en particulier les groupes armés signataires, à privilégier sa mise en œuvre. Il a relevé la nécessité de prendre des mesures décisives à l'encontre des auteurs de troubles et des groupes extrémistes qui avaient rejeté la paix. Il a salué l'action menée par la France pour combattre le terrorisme et renforcer les capacités des forces maliennes, dont le redéploiement dans le nord était capital. Il a également rendu hommage aux initiatives régionales de l'Union africaine visant à lutter contre l'instabilité au Sahel, en particulier la Mission de l'Union africaine pour le Mali et le Sahel, et le processus de Nouakchott, qui avaient apporté un appui précieux en vue de l'accord de paix. Les contraintes d'ordre stratégique et opérationnel de la Mission l'empêchaient de

combattre les extrémistes. Les pays fournisseurs de contingents et de personnel de police devaient être en mesure d'assurer eux-mêmes l'appui et la protection dont ils avaient besoin, tout en appelant les États Membres à les soutenir. Malgré les risques, les menaces et les défis qui existaient, la communauté internationale ne ménagerait aucun effort pour s'acquitter de la responsabilité qui lui incombait envers le peuple malien.

36. M. Chergui a déclaré que l'Accord sur la paix et la réconciliation au Mali avait été un événement positif et le fruit de négociations consensuelles qui devraient avoir valeur d'exemple. Il a toutefois noté que l'Accord n'avait pas encore été mis en œuvre et a demandé, à cet égard, de ne pas perdre de vue la dimension économique, notamment en ce qui concernait les perspectives d'emploi, de façon à empêcher ceux qui avaient déposé les armes de sombrer dans la criminalité. Il a fait valoir que la Mission opérait dans un contexte qui nécessitait un autre type d'engagement, tout en rappelant l'existence de plusieurs parties qui n'avaient pas signé l'Accord, notamment des groupes terroristes et criminels, et en proposant une approche stratégique de la situation. Après avoir affirmé que l'Union africaine était déterminée à intensifier son partenariat stratégique avec l'Organisation des Nations Unies, il a fait deux propositions visant à renforcer la MINUSMA. La première consistait à renforcer davantage les effectifs et le soutien logistique de la Mission ainsi que son mandat, s'il y avait lieu. La Mission devait être dotée de tous les effectifs autorisés et opérer à plein régime, tout en disposant du soutien logistique nécessaire pour s'acquitter de son mandat de protection des civils et des membres de son personnel. La deuxième proposition visait à mettre en place une unité spécialisée au sein de la Mission, qui serait chargée de mener des opérations préventives ou offensives et serait dotée des ressources nécessaires à cette fin. Il a indiqué que l'Union africaine était disposée à collaborer avec l'Organisation des Nations Unies pour définir le concept des opérations de cette unité et a encouragé les États à y apporter leur contribution. La réunion ministérielle tenue à Niamey le 5 novembre 2014 avait mis en évidence le soutien dont bénéficiait la proposition de l'Union africaine de contribuer à la Mission. Il a rappelé les conclusions du Groupe indépendant de haut niveau selon lesquelles l'Organisation des Nations Unies ne devrait pas mener d'activités relevant de la lutte contre le terrorisme et a souligné que le Groupe d'experts avait estimé qu'elles devaient être menées en partenariat avec les organisations régionales et une coalition de volontaires. À long terme, il fallait s'attaquer aux causes profondes du terrorisme et de l'extrémisme violent en combattant la pauvreté, le sous-développement, l'ignorance et le manque de débouchés et d'emplois pour les jeunes.

37. M. Lorentzen a rendu compte des conditions d'insécurité et de la façon dont l'ONU gérait ces risques au Mali. Il a indiqué que l'Organisation opérait dans un contexte tout à fait imprévisible et précaire sur le plan de la sécurité. En sa qualité de chef de l'équipe de coordination du dispositif de sécurité, le Représentant spécial du Secrétaire général continuait d'examiner la situation et les risques. Il a décrit les différents niveaux de sécurité pour le Mali, tout en soulignant que les conflits armés et les activités des terroristes continuaient de nuire à l'action menée par l'Organisation des Nations Unies dans le nord et le centre du pays. Au cours des trois mois précédents, des installations et des convois des Nations Unies avaient été attaqués et des véhicules de la MINUSMA pris pour cible à cinq reprises au moyen d'engins explosifs improvisés. La situation en matière de sécurité n'allait pas s'améliorer dans un proche avenir, malgré les mesures prises par le Département des

opérations de maintien de la paix, la MINUSMA et l'équipe de coordination du dispositif de sécurité. En dépit de la signature de l'accord de paix le mois précédent, des groupes armés et des groupes terroristes demeuraient actifs et continuaient de mener des opérations dans l'ensemble du pays. L'Organisation des Nations Unies était une cible stratégique déclarée d'Al-Qaida, et la présence dans le pays de plusieurs groupes affiliés à ce mouvement constituait une menace directe. L'Algérie, la Mauritanie et le Niger étaient déjà touchés par la présence de plus en plus importante de groupes armés extrémistes dans le nord du Mali, et leur éventuelle expansion dans le sud du pays pourrait avoir des conséquences similaires au Burkina Faso et en Côte d'Ivoire à moyen et à long terme.

38. M. Lamek a rendu hommage aux soldats de la paix de la MINUSMA et à leurs prédécesseurs de la Mission internationale de soutien au Mali sous conduite africaine. Il a déclaré que la France continuerait à honorer leur sacrifice et qu'il incombait à la MINUSMA d'instaurer les conditions nécessaires pour réduire la vulnérabilité des membres du personnel de la Mission. Il fallait les équiper de manière adéquate, leur assurer une formation appropriée, leur inculquer les principes nécessaires et renforcer leurs capacités de façon à réduire les risques liés à la menace terroriste. Il a fait valoir que l'accord élaboré à Alger et signé à Bamako était une occasion historique d'instaurer une paix durable dans ce pays et sa mise en œuvre serait décisive. Le comité de suivi avait commencé ses travaux et il était important que l'accord ait des effets concrets sur la population. Les capacités opérationnelles de la MINUSMA devaient être davantage renforcées afin de soutenir efficacement le processus de paix. Il s'est félicité du projet en cours consistant à mettre en place un bataillon de soutien logistique et a dit qu'il fallait du temps pour mettre en œuvre les mesures de protection visant à réduire la vulnérabilité des Casques bleus. Il a souligné la nécessité de renforcer la présence de la Mission afin de montrer à la population qu'il existait d'autres possibilités que les trafiquants, les groupes armés et les groupes terroristes. Les questions économiques restaient à régler et le pays hôte devait assumer sa part de responsabilité en la matière.

39. M. Kassé a déclaré que le Mali avait commencé à mettre en œuvre l'Accord de paix et de réconciliation. Le contexte dans lequel la Mission opérait n'était pas compatible avec son mandat et il a réitéré l'appel lancé par les autorités maliennes pour remédier à la situation au Mali selon une approche spécifique. La MINUSMA n'opérant pas dans un contexte de maintien de la paix et n'ayant pas pour mandat de lutter contre le terrorisme, l'extrémisme violent et le trafic de drogues, il s'est prononcé en faveur des initiatives bilatérales et multilatérales visant à former et à équiper les forces maliennes pour qu'elles puissent faire face à la guerre asymétrique, des initiatives visant à former et à équiper la MINUSMA pour qu'elle puisse s'adapter à un contexte asymétrique et de celles visant à appuyer le processus de Nouakchott. Il a également réitéré l'appel lancé par les autorités maliennes et les organisations africaines régionales et sous-régionales en vue d'adapter le mandat de la MINUSMA au contexte dans lequel elle opère, notamment par la constitution d'une force chargée de lutter contre le terrorisme et la criminalité transfrontière. Il a demandé que la force de réaction rapide soit opérationnelle au sein de la Mission et que tous les moyens soient employés pour prévenir les menaces et les attaques des groupes terroristes, des groupes de narcodjihadistes et d'autres forces opposées à la mise en œuvre de l'Accord.

40. À l'issue des cinq exposés, les membres du Groupe de travail ont souligné le caractère exceptionnel de la situation au Mali. Ils ont appelé à réduire la vulnérabilité de la Mission en la renforçant, notamment en adaptant les règles d'engagement et de comportement à la situation. Certains membres ont déclaré que la solution à la crise malienne était politique. Il fallait s'attaquer aux causes profondes du terrorisme et de l'extrémisme et tenir responsables de leurs actes les opposants à la paix. D'autres membres ont reconnu qu'il existait des similitudes entre la situation au Mali et celle en Somalie, la différence étant qu'il y avait un processus de paix au Mali. Cependant, pour remédier efficacement aux problèmes de sécurité que connaît le Mali, et en particulier à la menace terroriste, nombre de participants ont conclu qu'il était nécessaire que l'Union Africaine et l'Organisation des Nations Unies poursuivent leurs consultations sur la question afin de parvenir à une solution dans le cadre de leur partenariat.

F. Initiatives bilatérales et multilatérales de renforcement des capacités des pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police

41. Le 31 août, le Groupe de travail s'est réuni sous la présidence de M. Mahamat Zene Cherif pour réfléchir à la façon de susciter d'importantes initiatives bilatérales et multilatérales de renforcement des capacités afin de parvenir de façon plus sûre aux résultats souhaités par toutes les parties concernées : le pays donateur, le pays ou l'organisation régionale bénéficiaire et l'Organisation des Nations Unies. Le maintien de la paix n'est pas l'affaire des seuls pays fournisseurs de contingents mais de la communauté internationale tout entière. Le Groupe a accueilli avec satisfaction le sommet du 26 septembre 2014 consacré au maintien de la paix et salué le travail des acteurs bilatéraux, multilatéraux et régionaux qui s'emploient à renforcer les capacités des pays au moyen de programmes de formation et d'équipement. À cet égard, il a évoqué plusieurs programmes tels que l'Initiative mondiale en faveur des opérations de maintien de la paix dans le monde et le Partenariat pour le renforcement des capacités de déploiement rapide de forces de maintien de la paix africaines, deux projets des États-Unis, le programme français de renforcement des capacités africaines de maintien de la paix, l'initiative prise récemment par le Japon en vue de développer les capacités des pays fournisseurs de contingents dans le domaine du génie ainsi que les programmes de renforcement des capacités menés par l'Union européenne et l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord.

42. De l'avis du Président, il était nécessaire de renforcer la cohérence des initiatives de renforcement des capacités, le rôle de coordination du Secrétariat de l'ONU ainsi que l'adéquation entre le renforcement des capacités et les besoins à satisfaire en ce qui concerne les activités de maintien de la paix. Le Département des opérations de maintien de la paix et le Département de l'appui aux missions du Secrétariat de l'ONU jouaient un rôle essentiel, et il fallait se féliciter de la création en 2015 de la Cellule stratégique de constitution des forces et de planification des moyens au sein du premier. Le Président a attiré l'attention sur la note de cadrage diffusée avant la réunion (voir S/2015/1039).

43. Le Groupe de travail a entendu les exposés du Représentant permanent adjoint du Japon auprès de l'ONU, M. Yoshifumi Okamura, et du Directeur de la Division

des politiques, de l'évaluation et de la formation du Département des opérations de maintien de la paix, M. David Haeri.

44. M. Okamura a dit que depuis 2008, le Japon figurait parmi les États Membres qui participaient au financement des programmes de formation et d'équipement, sa contribution s'élevant à près de 40 millions de dollars, et qu'il avait envoyé des instructeurs dans 13 établissements de formation africains spécialisés dans le maintien de la paix. Il a déclaré que le Japon avait récemment lancé, en étroite coopération avec le Département de l'appui aux missions, un nouveau projet de formation et d'équipement. Il a expliqué en quoi le projet consistait et fait le point de son état d'avancement avant de préciser que l'objectif était de combler les importants manques de capacités et de matériel des pays fournisseurs de contingents, et de leur permettre ainsi de déployer leurs unités du génie rapidement et au moment opportun. Il a dit que dans le cadre de ce projet, le Département de l'appui aux missions mettrait en place un centre de formation proposant aux pays africains fournisseurs de contingents un appui matériel et pédagogique. Le Japon financerait le projet (le matériel du génie nécessaire) et mettrait à disposition ses experts en génie militaire comme instructeurs. L'orateur a déclaré que la formation pilote du projet aurait lieu en septembre 2015 à la Humanitarian and Peace Support School (école spécialisée dans l'aide humanitaire et l'appui à la paix), qui relève du International Peace support Training Centre, à Nairobi, et qu'elle serait suivie de stages de formation complets en 2016. Il s'agissait de former pendant six semaines 10 stagiaires choisis par des pays africains fournisseurs de contingents, afin de leur donner les compétences nécessaires pour entretenir et manœuvrer des engins lourds du génie, tels que les niveleuses, les tractopelles, les bulldozers et les excavatrices hydrauliques. M. Okamura a ajouté que l'une des particularités du projet résidait dans le fait que le Département de l'appui aux missions serait aux commandes et travaillerait en étroite collaboration avec les pays fournisseurs de contingents et le Japon, selon un schéma de « partenariat triangulaire » le distinguant des autres programmes de formation et d'équipement. Une autre caractéristique du projet résidait dans le fait que les activités de formation s'appuieraient sur le manuel des Nations Unies à l'intention des unités du génie, qui a été rédigé par le groupe de travail codirigé par le Japon et l'Indonésie dans le cadre du projet d'élaboration de manuels à l'usage des forces militaires des Nations Unies. Trois questions demandent à être approfondies, à savoir : la coordination avec d'autres initiatives, dont l'amélioration garantirait une plus grande cohérence entre les mécanismes bilatéraux et multilatéraux de renforcement des capacités tels que le Partenariat pour le renforcement des capacités de déploiement rapide de forces de maintien de la paix africaines; la coopération avec le Département des opérations de maintien de la paix, notamment ses services spécialisés dans la constitution des forces militaires, et les pays africains fournisseurs de contingents, le but étant d'élaborer des programmes de formation adaptés aux besoins de ceux-ci; l'élargissement du projet japonais à d'autres insuffisances graves auxquelles il convient de remédier, dans des domaines tels que le transport, le transport aérien, les soins médicaux et les communications.

45. M. Haeri a déclaré que depuis leurs débuts, les opérations de maintien de la paix des Nations Unies avaient évolué sous l'effet bénéfique d'initiatives d'États Membres et d'organisations multilatérales, notamment les programmes de formation et d'équipement et les partenariats opérationnels. Il a expliqué que les programmes en question avaient contribué à élargir la base des contributeurs à la mission de

maintien de la paix des Nations Unies, qu'ils avaient aidé à combler des lacunes graves en matière de capacités des opérations, à améliorer les performances globales sur le terrain et à renforcer la coopération entre les États Membres. C'était lorsqu'il était centré sur certaines capacités précises et sur les besoins des missions, et mené d'une façon efficace et durable, que le renforcement des capacités des opérations de maintien de la paix des Nations Unies donnait le plus de résultats. Toutefois, il a pu arriver dans des pays bénéficiant de telles initiatives que les activités de formation soient inadaptées ou insuffisantes au regard des critères de l'ONU en la matière. Dans d'autres cas, des pays avaient reçu du matériel qu'ils ne pouvaient plus faire fonctionner ou entretenir eux-mêmes après une courte période d'utilisation. Il était nécessaire d'assurer une meilleure coordination entre les formateurs, les spécialistes du renforcement des capacités, les Départements des opérations de maintien de la paix et de l'appui aux missions et les missions sur le terrain. À cet égard, l'orateur a proposé de mettre en place au sein du Service intégré de formation une petite structure de partenariat chargée d'aider à faire coïncider les formations proposées et les besoins. Il a également proposé d'instaurer un système de certification par lequel les États Membres attesteraient qu'une formation conforme aux critères des Nations Unies a été dispensée avant le déploiement, ce qui garantirait qu'aucun agent en tenue n'est déployé sans avoir reçu la formation adéquate. Il a en outre proposé de mettre en place un centre de formation de formateurs afin d'aider les États Membres à se préparer aux opérations de maintien de la paix et d'apporter aux missions un appui en matière de formation en dépêchant des instructeurs qualifiés pour conduire les activités de formation ou les superviser.

46. En ce qui concerne les partenariats opérationnels et le codéploiement, l'orateur a déclaré qu'entre 2004 et 2014, huit opérations des Nations Unies avaient bénéficié à 41 occasions de partenariats opérationnels ayant pris des formes allant de l'incorporation de quelques soldats d'un pays à un bataillon d'un autre pays, à la constitution d'un bataillon formé de compagnies de deux pays différents. Les partenariats opérationnels s'avéraient efficaces pour aider les pays fournissant des contingents pour la première fois à se repérer dans le système de maintien de la paix des Nations Unies. Ainsi, plusieurs pays qui déployaient actuellement des unités dans le cadre d'opérations de maintien de la paix avaient acquis une certaine expérience en incorporant quelques soldats au contingent d'un autre pays. De la même façon, les partenariats offraient une solution aux pays qui fournissaient de faibles effectifs et qui ne disposaient pas des ressources nécessaires pour déployer ou entretenir seuls une unité complète. Il ressortait des partenariats mis en place qu'il fallait continuer à étudier les possibilités de tels arrangements et chercher des moyens de les rendre plus efficaces. Le Secrétariat pourrait faire davantage pour rendre possibles et appuyer les partenariats opérationnels. Il était crucial d'améliorer les échanges d'informations entre contributeurs bilatéraux sur les possibilités de partenariats entre pays fournisseurs de contingents, et d'accroître la capacité du Département des opérations de maintien de la paix de faciliter ces partenariats.

47. M. Haeri a déclaré qu'il était indispensable d'établir des mécanismes de coordination garantissant que les initiatives tierces soient conformes aux politiques, pratiques, normes et exigences des opérations de maintien de la paix des Nations Unies en matière de renforcement des capacités. Le Département des opérations de maintien de la paix et le Département de l'appui aux missions s'efforçaient continuellement de faire en sorte que les efforts bilatéraux de renforcement des

capacités répondent aux besoins concrets des opérations de maintien de la paix. Pour satisfaire les plus impérieux de ces besoins, il était nécessaire que les États Membres fournissent de nouvelles capacités, à savoir des moyens aériens, des unités de logistique de combat et des unités de police constituées francophones, ainsi que des éléments habilitants qui sont essentiels pour accélérer le déploiement au début des missions, tels que les unités du génie et les équipes de construction, les hôpitaux de niveau II, les systèmes d'évacuation sanitaire primaire et secondaire, les hélicoptères utilitaires et les avions tactiques, les moyens de transport et les moyens logistiques, les installations aéroportuaires et les unités de police constituées.

48. L'orateur a souligné le fait que la session offrait une occasion majeure de discuter des moyens d'améliorer les initiatives existantes en matière de renforcement des capacités, mais aussi de faire en sorte que les futurs programmes répondent de façon efficace aux besoins à moyen et à long terme en matière de maintien de la paix, et comblent les lacunes dans ce domaine.

G. Brigade d'intervention de la MONUSCO : enseignements tirés

49. Le 19 octobre, le Groupe de travail s'est réuni sous la présidence de M. Mahamat Zene Cherif, qui a déclaré que le principal objectif de la réunion était d'effectuer un examen préliminaire de la toute première expérience de brigade d'intervention, sans préjuger de son éventuel renouvellement. En mars 2013, le Conseil de sécurité avait adopté la résolution 2098 (2013) afin de renforcer encore le mandat politique de la MONUSCO et de permettre la création d'une brigade d'intervention au sein de la Mission. La création de cette brigade était l'aboutissement d'un processus lancé en juillet 2012 avec la proposition de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs de déployer une force d'intervention neutre, adoptée par la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) en octobre 2012. En raison du manque de ressources, l'organisation régionale n'avait pu procéder au déploiement d'une telle force, ce qui avait obligé le Conseil de sécurité à intervenir. L'orateur a rappelé que la brigade d'intervention avait pour mission de mener des offensives ciblées dans le cadre des actions globales de la MONUSCO pour empêcher l'expansion de tous les groupes armés, les neutraliser et les désarmer de façon à contribuer à réduire la menace que constituent ces groupes pour l'autorité de l'État et la sécurité des civils dans l'est de la République démocratique du Congo et à préparer le terrain pour les activités de stabilisation.

50. Il a déclaré que la brigade d'intervention, constituée de contingents du Malawi, de la République-Unie de Tanzanie et de l'Afrique du Sud et composée de trois bataillons d'infanterie, d'une compagnie d'artillerie et d'une compagnie de forces spéciales et de reconnaissance, avait beaucoup accompli. D'un point de vue tactique, son déploiement avait permis à la MONUSCO d'agir avec davantage d'anticipation face aux groupes armés qui portaient atteinte aux droits de l'homme. En outre, on n'avait pas constaté d'augmentation brutale du nombre de victimes parmi les Casques bleus, comme on pouvait le craindre, ce qui prouvait que l'adoption d'un dispositif plus offensif n'entraînait pas nécessairement une hausse des pertes. Un tel dispositif pouvait même – dans une certaine mesure et dans certains contextes – réduire les risques d'attaques et donc le nombre de victimes parmi les soldats de la paix. Les pays fournisseurs de contingents avaient été

encouragés à fournir des moyens importants et à prendre des risques considérables sur le plan opérationnel par le fait que la résolution portant création de la brigade d'intervention atténuait les ambiguïtés, ne laissait pas place à des interprétations divergentes sur le terrain et énonçait des objectifs clairs. De plus, comme l'avait montré la victoire militaire sur le groupe rebelle M23, la brigade d'intervention avait agi en bonne entente avec le commandant de la force de la MONUSCO et le chef des opérations des Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC). Elle avait utilisé de façon remarquablement efficace les moyens aériens, l'artillerie et les mortiers dont elle disposait à l'appui des opérations des FARDC. D'un point de vue stratégique, l'expérience montrait clairement que, bien conçu et dans un contexte politique favorable, le déploiement d'une brigade offensive pouvait fortement inciter des fauteurs de troubles à déposer les armes, à prendre la voie de la politique et à suivre les programmes de désarmement, démobilisation et réintégration. Par conséquent, ce pouvait être un levier utile aux autres composantes de la Mission et à l'exécution de son mandat politique global. En outre, les brigades d'intervention pourraient jouer un rôle intéressant au début des missions en aidant les autorités à renforcer leur contrôle sur les zones lointaines et instables. L'orateur a conclu en appelant l'attention sur les recommandations figurant dans la note de cadrage diffusée avant la réunion (voir S/2015/1040).

51. Le Groupe de travail a ensuite entendu les exposés du Représentant permanent de la République démocratique du Congo auprès des Nations Unies, M. Ignace Gata Mavita wa Lufuta, et du Représentant permanent adjoint du Malawi auprès des Nations Unies, M. Lot Dzonzi.

52. M. wa Lufuta a rappelé le contexte de la création de la brigade d'intervention. Face au conflit dans l'est du pays, à la faiblesse des FARDC et à la passivité des forces des Nations Unies, accusées par les Congolais d'être incapables d'instaurer la paix après plusieurs années de présence, le Gouvernement de la République démocratique du Congo avait exhorté ses partenaires et les États de la SADC et de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs à prendre conscience de la nécessité de mettre en place une force à même de remédier au problème. Les chefs d'État et de gouvernement de la Conférence internationale, appuyés par la SADC, avaient donc décidé à Kampala, le 8 septembre 2012, de mettre en place une force internationale neutre qui serait mandatée par l'Union africaine et l'ONU. L'orateur a énuméré plusieurs effets positifs de la création de la brigade d'intervention. La mauvaise image de la MONUSCO auprès des Congolais, selon qui les soldats de la Mission ne faisaient strictement rien, avait changé. Grâce à l'appui de la brigade aux FARDC, ces dernières avaient été capables d'éliminer les rebelles de l'ex-M23, de réduire considérablement les troubles causés par les Forces de résistance patriotiques en Ituri (FRPI), les Forces démocratiques alliées (ADF) et de nombreuses autres forces hostiles en peu de temps. En tant que membres de la Conférence internationale et de la SADC, les pays fournissant des effectifs à la brigade étaient impatients de voir la guerre et les atrocités prendre fin. Ils avaient un objectif spécifique : aider les FARDC à mettre fin au conflit. Cet objectif était également celui du Conseil de sécurité, qui par sa résolution 2098 (2013) avait clairement défini le mandat de la brigade : imposer la paix en empêchant l'expansion des groupes armés, en les neutralisant et en les désarmant. En ce qui concerne les enseignements tirés, l'orateur a déclaré que l'expérience de la brigade d'intervention avait permis de revaloriser la responsabilité et le devoir moral de protéger les civils à la suite des massacres qui avaient eu lieu au Rwanda, à

Srebrenica et dans l'est de la République démocratique du Congo. Il a estimé que 70 ans après sa création, l'Organisation des Nations Unies devait adapter ses opérations de paix à la nature des conflits en cours, en s'attachant en priorité à protéger les civils et à doter les opérations de mandats qui tiennent la route. Si plusieurs pays fournisseurs de contingents avaient craint que le conflit ne s'aggrave et que les forces des Nations Unies ne subissent de lourdes pertes, le déploiement de la brigade d'intervention au sein de la MONUSCO avait au contraire poussé plus d'un groupe armé à se rendre et à déposer les armes. L'orateur a exprimé la gratitude du Gouvernement et du peuple de la République démocratique du Congo envers la communauté internationale, l'Organisation des Nations Unies et les pays fournissant des contingents à la MONUSCO et notamment à la brigade d'intervention, qui avaient aidé à défendre l'intégrité territoriale et la souveraineté de son pays. Malgré ses imperfections, la brigade d'intervention était une expérience qui pouvait bénéficier à d'autres pays.

53. M. Dzonzi a rappelé que la brigade d'intervention avait été conçue par la SADC et qu'elle était ensuite passée sous la direction de l'ONU afin d'éviter les problèmes de commandement et de contrôle que risquait d'entraîner l'existence de deux opérations dans un même pays. Il a décrit la situation actuelle en matière de sécurité dans l'est de la République démocratique du Congo comme relativement stable, mais imprévisible en raison de la présence de forces étrangères hostiles telles que les ADF, les Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR) et l'Armée de résistance du Seigneur, ainsi que de groupes armés locaux. Il a déclaré que les principales réalisations de la brigade d'intervention étaient la défaite du M23 et la libération de Goma. Il a ajouté que depuis que la brigade d'intervention avait stabilisé la situation, des membres des ADF actifs dans le territoire de Beni et de nombreux officiers des FDLR présents dans le « Petit » Kivu se rendaient et se présentaient pour le désarmement, la démobilisation et la réintégration. Outre les offensives, la brigade d'intervention avait participé à des opérations telles que des patrouilles diurnes et nocturnes, des patrouilles d'escorte et des interventions humanitaires menées dans le cadre de projets à effet rapide.

54. M. Dzonzi a signalé que l'interprétation erronée selon laquelle les opérations offensives étaient le fait de la seule brigade d'intervention nuisait à la réputation de la MONUSCO. En effet, le pays hôte se demandait pourquoi il était nécessaire que d'autres brigades de la MONUSCO restent dans le pays si elles ne pouvaient pas participer aux opérations offensives visant à éliminer les groupes armés. Il a exprimé son regret de voir que l'impasse dans laquelle se trouvaient les relations entre la MONUSCO et l'État hôte avait un impact négatif sur les opérations. Ainsi, en raison d'allégations d'atteintes aux droits de l'homme, les FARDC avaient mené des opérations contre les FDLR sans l'appui de la Mission, ce qui avait eu pour conséquence la réoccupation par les FDLR de zones libérées. Pour remédier à ce problème, la brigade d'intervention devait agir conjointement avec les FARDC, notamment pour distinguer les forces gouvernementales des groupes armés portant le même uniforme que celles-ci. En ce qui concerne les enseignements tirés, les pays fournisseurs de contingents devraient non seulement mener les combats au même rythme et avoir des méthodes de planification similaires, mais également disposer d'unités et de plans d'appui logistique très réactifs. Il y avait eu de grands espoirs que la brigade d'intervention parvienne à neutraliser, en peu de temps, les nombreux groupes armés présents dans l'est de la République démocratique du Congo, y compris ceux qui étaient intégrés à la population locale. À cause du

danger et de l'étendue du champ d'opérations, les unités de la brigade d'intervention étaient déployées sur un territoire trop grand et ne suffisaient pas à la tâche. Étant donné les multiples activités de la brigade, l'orateur a demandé que lui soient attribués des véhicules blindés de transport de troupes supplémentaires, ajoutant qu'il faudrait transformer la force pour faire face à des conditions de guerre asymétriques. Il fallait sortir de l'impasse, qui avait beaucoup nui aux opérations de la brigade d'intervention. Pour cela, la MONUSCO devait présenter ses excuses et permettre que les opérations soient planifiées et conduites conjointement. L'orateur a recommandé que soit appliqué à toutes les forces de la MONUSCO le principe d'unité de la mission et du mandat, et que les brigades statiques de la Mission soient remplacées par des forces plus aguerries et plus rapides à déployer afin de pouvoir gérer la situation de façon efficace. Il a conclu qu'il serait préférable que ces forces viennent de la SADC et de la région des Grands Lacs, et a encouragé le Gouvernement de la République démocratique du Congo à accélérer la réforme du secteur de la sécurité.

55. Les membres du Groupe de travail, qui manquaient d'informations sur les questions abordées, ont accueilli avec satisfaction la discussion thématique, notamment sur les enseignements tirés de l'expérience de la brigade d'intervention de la MONUSCO. Certains ont souligné à quel point il était important d'obtenir des renseignements supplémentaires sur la question, tandis que d'autres ont fait remarquer que la brigade d'intervention n'était pas la seule solution dont disposait le Conseil de sécurité.

H. Partenariats : importance des initiatives régionales en faveur du maintien de la paix

56. Le 27 novembre, le Groupe de travail s'est réuni sous la présidence de M. Gombo Tchouli, Coordonnateur politique du Tchad, afin de tenir un échange de vues constructif sur la question. Le Président a rappelé le Chapitre VIII de la Charte des Nations Unies, selon lequel les accords régionaux avaient un rôle à jouer dans le maintien de la paix et de la sécurité internationales. Nul, pas même l'ONU, ne pouvait régler seul les questions de sécurité et de paix internationales; des acteurs tels que l'Union africaine possédaient des atouts particuliers dont le Conseil de sécurité pouvait tirer parti. Dans son rapport (voir A/70/95-S/2015/446), le Groupe indépendant de haut niveau avait souligné que l'ONU n'était pas préparée à lutter contre le terrorisme et les groupes armés, et que, dans ce domaine, il était plus efficace de recourir à des forces régionales compétentes. L'orateur a accueilli avec satisfaction le parti pris de plus en plus offensif des opérations de maintien de la paix menées en Afrique par l'Union africaine et par des organisations sous-régionales.

57. Il a évoqué certains avantages de ces organisations, notamment le fait qu'elles menaient des activités d'imposition de la paix en l'absence d'accord de cessez-le-feu ou de règlement politique, ainsi que leur faible coût de fonctionnement par rapport aux missions de plus grande ampleur des Nations Unies. Non seulement les pays voisins étaient plus déterminés, sur les plans politique et militaire, à stabiliser la situation et à endiguer le conflit, et mieux à même d'intervenir dans des conflits menaçant de déborder leurs propres frontières, mais ils avaient aussi la possibilité de déployer des troupes bien plus rapidement grâce à une action coordonnée au niveau régional, notamment au moyen d'arrangements relatifs aux forces et moyens

en attente. L'Union africaine et les organisations sous-régionales avaient souvent une meilleure compréhension du contexte, des causes profondes et des forces motrices d'un conflit, et donnaient aux efforts de paix plus de poids et de légitimité politiques, notamment quand une ou plusieurs parties au conflit n'étaient pas favorables à la présence de l'ONU. Les opérations de maintien de la paix relevant de l'Union africaine et des organisations sous-régionales avaient également des points faibles, notamment l'insuffisance des moyens, qui ne leur permettaient pas de mener les missions à bonne fin.

58. L'Union africaine avait créé un Fonds pour la paix destiné à procurer aux opérations de maintien de la paix les ressources financières dont elles avaient besoin, au moyen de crédits prélevés sur son budget ordinaire, de contributions volontaires d'États membres et d'autres sources africaines (secteur privé, société civile et particuliers), ainsi que d'activités de collecte de fonds. L'Union africaine avait pour objectif de financer sur son propre budget 25 % des dépenses engagées au titre des opérations de paix d'ici à 2020. Malgré la création du Fonds pour la paix, le financement des initiatives de maintien de la paix de l'Union africaine dépendait toujours de sources externes, à savoir : le Fonds européen de développement, qui finance la Facilité de soutien à la paix pour l'Afrique; des fonds d'affectation spéciale multidonateurs; l'aide financière bilatérale apportée aux pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police; les contributions statutaires de l'ONU.

59. Le manque de sources de financement souples, durables et prévisibles créait de graves problèmes empêchant l'Union africaine de jouer le rôle qui devrait être le sien dans le domaine du maintien de la paix. L'orateur a évoqué certains des principaux problèmes, tels que la dépendance vis-à-vis des fonds d'affectation spéciale multidonateurs et de sources de financement imprévisibles, et le financement au coup par coup des initiatives de maintien de la paix de l'Union africaine, qui empêchait toute planification à long terme.

60. Trouver des sources de financement souples, durables et prévisibles était considéré comme une question si importante qu'en 2008, le Secrétaire général de l'ONU avait créé un groupe conjoint Union africaine-Organisation des Nations Unies chargé d'examiner les modalités de l'appui aux opérations de l'Union africaine établies en application d'un mandat de l'ONU. Dans son rapport intitulé « L'avenir des opérations de paix des Nations Unies : application des recommandations du Groupe indépendant de haut niveau chargé d'étudier les opérations de paix » (voir A/70/357-S/2015/682), le Secrétaire général avait décrit l'Union africaine comme le principal partenaire régional de l'ONU. En outre, dans la première déclaration de son président sur l'examen des opérations de paix, le Conseil de sécurité avait pris note du partenariat stratégique qui s'était établi entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union africaine (S/PRST/2015/22). L'orateur a attiré l'attention sur les recommandations contenues dans la note de cadrage diffusée avant la réunion (voir S/2015/1041), qui permettraient à l'Union africaine de continuer de jouer un rôle complémentaire fondamental dans le domaine de la paix et de la sécurité.

61. Le Groupe de travail a ensuite entendu les exposés du Sous-Secrétaire général aux opérations de maintien de la paix, M. Edmond Mulet, et de l'Observateur permanent de l'Union africaine auprès de l'Organisation des Nations Unies, M. Tête António.

62. M. Mulet a rappelé la déclaration du Président sur l'examen des opérations de paix (S/PRST/2015/22), par laquelle le Conseil de sécurité avait pris note du partenariat stratégique qui s'était établi entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union africaine, et invité le Secrétaire général à prendre des mesures pour l'améliorer. Dans son rapport intitulé « L'avenir des opérations de paix des Nations Unies », le Secrétaire général avait estimé que des partenariats mondiaux et régionaux plus dynamiques étaient essentiels si l'on voulait assurer l'efficacité des engagements pris à l'appui de la paix et de la sécurité internationales. De sensibles progrès avaient été faits ces 15 dernières années grâce à des cadres de coopération créés entre l'ONU et des organisations régionales, et il avait l'intention d'institutionnaliser la coopération avec ceux des partenaires régionaux avec lesquels l'ONU travaillait le plus étroitement, pour favoriser la concertation, la mise en commun des systèmes d'alerte et de l'analyse des conflits ainsi que la coordination de l'action selon la dynamique et les besoins propres à chaque région.

63. L'orateur a déclaré que l'Union africaine était l'organisation avec laquelle l'ONU coopérait le mieux dans le domaine de la paix et de la sécurité, tant d'un point de vue qualitatif que quantitatif, et que cette coopération ne faisait que s'étendre et s'approfondir. Étant donné l'ampleur et la qualité de la coopération, le Secrétariat de l'ONU et la Commission de l'Union africaine œuvraient à un accord et à la signature d'un cadre commun de coopération dans les domaines de la paix et de la sécurité, qui devrait être achevé début 2016. Ce cadre définirait les principes, les objectifs stratégiques et les grands mécanismes de coopération.

64. M. Mulet a estimé que la question de l'accès de l'Union africaine aux contributions statutaires de l'ONU pour ses opérations autorisées par le Conseil de sécurité méritait d'être examinée. À cet égard, il a signalé que le Secrétariat avait l'intention de mener une étude et une évaluation conjointes des dispositifs d'appui financier aux opérations de l'Union africaine.

65. L'orateur a signalé que 9 opérations de maintien de la paix des Nations Unies, 6 opérations de soutien à la paix menées par l'Union africaine et des communautés économiques régionales ou des mécanismes régionaux, 1 opération hybride Nations Unies-Union africaine et 9 missions civiles et opérations militaires de l'Union européenne étaient actuellement déployées en Afrique. Toutes suivaient un modèle adapté à la crise considérée. L'ONU et ses partenaires régionaux devaient donc adopter au cas par cas une approche pragmatique et, en premier lieu, procéder à la mise en place de moyens de communication précoce et de procédures de concertation en cas de crise.

66. M. António a dit qu'un partage des responsabilités commençait à se dessiner, dans lequel l'Union africaine intervenait en premier pour stabiliser la situation dans les pays touchés par un conflit, créant ainsi les conditions du déploiement ultérieur d'opérations de maintien de la paix des Nations Unies. Les défis auxquels l'Afrique faisait face, tels que les menaces transnationales, l'émergence d'acteurs armés non étatiques, le trafic et les menaces connexes en matière de sécurité, ainsi que l'essor rapide du terrorisme et de l'extrémisme violent, appelaient des réponses concertées de la part de l'Union africaine et de l'Organisation des Nations Unies. Il a préconisé un partenariat renforcé fondé sur une interprétation créative des dispositions du Chapitre VIII de la Charte des Nations Unies. Selon l'Union africaine, ce chapitre devait être lu et interprété avec un regard neuf et suffisamment de souplesse pour permettre à chacun de contribuer au règlement des conflits, avec comme conditions

préalables la transparence et la complémentarité. Pour faire face aux défis en question, l'Union africaine avait pris des mesures audacieuses et décisives en autorisant le déploiement d'opérations de maintien de la paix dans des environnements extrêmement hostiles et instables, où aucune autre organisation ne souhaitait s'engager. Les opérations menées par l'Union africaine avaient reçu des mandats musclés dont l'objectif principal était généralement la neutralisation de groupes armés ou terroristes et le soutien à l'autorité de l'État. Outre ses opérations sur le terrain, l'Union africaine était impliquée dans la recherche de solutions politiques. L'orateur s'est dit satisfait des progrès accomplis tant du point de vue institutionnel qu'opérationnel, ainsi que de l'adoption de la première déclaration du Président sur l'examen des opérations de paix (S/PRST/2015/22), par laquelle le Conseil de sécurité avait pris note du partenariat stratégique qui s'était établi entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union africaine et avait demandé que des mesures soient prises pour renforcer ce partenariat. Il serait souhaitable que les deux organisations se mettent d'accord sur une série de principes afin de clarifier leurs relations et de les asseoir sur une base plus solide. Du point de vue de l'Union africaine, il faudrait que ces principes soient centrés sur le soutien à la prise en main des opérations par les Africains eux-mêmes, la hiérarchisation des priorités, la concertation dans la prise de décisions, la répartition des tâches, le partage des responsabilités et la prise en compte des points forts de chacune. Le Conseil de sécurité devait trouver une solution au problème de la prévisibilité et de la pérennité du financement des opérations de maintien de la paix de l'Union africaine sous mandat des Nations Unies. M. António a dit qu'il fallait garder à l'esprit le fait que, par ses opérations, l'Union africaine contribuait à maintenir la paix et la sécurité dans le monde conformément au Chapitre VIII de la Charte. Il s'est dit satisfait de l'appui du Secrétaire général aux recommandations du Groupe indépendant de haut niveau concernant la création de mécanismes destinés à apporter un soutien stable, prévisible et flexible aux opérations de l'Union africaine. Il s'est également réjoui que le Secrétaire général ait exhorté les États Membres à examiner de toute urgence la façon dont l'Organisation pourrait mettre en œuvre cette initiative. Pour sa part, l'Union africaine avait déjà décidé de porter sa contribution à 25 % du financement de ses opérations d'ici à 2020. Même si des progrès avaient été réalisés dans la mise en œuvre du partenariat Union africaine-Organisation des Nations Unies, beaucoup restait à faire. Pour progresser encore, les deux organisations devraient tirer des enseignements des expériences passées – les succès comme les échecs.

67. Les membres du Groupe de travail ont exprimé leur satisfaction concernant le partenariat entre l'Union africaine et l'Organisation des Nations Unies, mais ils ont estimé qu'il n'avait pas atteint le niveau souhaité à en juger par les crises et les conflits non réglés en Afrique. Certains membres se sont dits impatients d'en savoir plus sur l'examen et l'évaluation conjoints des mécanismes d'appui financier aux opérations de l'Union africaine autorisées par le Conseil de sécurité. Un membre a déploré que les opérations de maintien de la paix des Nations Unies recourent à la force de plus en plus fréquemment tout en reconnaissant que c'était parfois nécessaire.

I. Vers un dialogue stratégique entre le Conseil de sécurité, les pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police et le Secrétariat

68. Le 11 décembre, le Groupe de travail s'est réuni sous la présidence de M. Mahamat Zene Cherif. Un engagement collectif en faveur d'opérations de maintien de la paix reposant sur une concordance de vues entre le Conseil de sécurité, les pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police et le Secrétariat quant aux objectifs et mandats desdites opérations était d'une importance cruciale pour la réussite des missions. Le dialogue triangulaire importait car une vision commune renforcée se traduirait par l'unité dans l'action, ce qui permettrait de renforcer les effets stratégiques, opérationnels et tactiques des opérations. Le Président du Groupe de travail a rappelé que, dès 2001, le Conseil de sécurité a énoncé les principes de la coopération avec les pays fournisseurs de contingents et a réaffirmé qu'il était disposé à tenir des consultations avec ces pays au moment opportun, à différents stades d'une opération (voir la résolution 1353 (2001) du Conseil de sécurité et la déclaration de son président parue sous la cote S/PRST/2001/3). Il a également rappelé les efforts que faisait le Conseil pour améliorer ses méthodes de travail au moyen des notes de son président de 2006 (S/2006/507) et 2013 (S/2013/630), ainsi que les rapports du Comité spécial des opérations de paix de 2014 et 2015, dans lesquels le Comité spécial a recommandé que les pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police soient associés tôt et pleinement à tous les stades des opérations de maintien de la paix, en particulier avant le renouvellement, le réaménagement, la reconfiguration ou la réduction des effectifs d'une opération.

69. L'orateur a en outre rappelé que, conformément à la résolution 1353 (2001) et aux déclarations pertinentes du Président du Conseil de sécurité, le Groupe indépendant de haut niveau a recommandé dans son rapport (voir A/70/95-S/2015/446) que le Conseil institutionnalise un cadre permettant de faire participer, dès le départ, les pays fournisseurs de contingents et d'effectifs de police et le Secrétariat à l'élaboration des mandats. S'agissant de la planification de nouvelles missions, le Groupe de haut niveau a insisté sur la nécessité d'associer les pays fournisseurs potentiels à un stade précoce, afin qu'ils puissent se prononcer en connaissance de cause sur l'opportunité ou non d'apporter une contribution. Le Groupe de haut niveau a souligné qu'à ce stade et ultérieurement, la planification et les aménagements potentiels de mandat devaient être fonction des efforts en matière de constitution des forces. En ce qui concerne les cas de renouvellement de mandats des missions, le Groupe de haut niveau a encouragé la tenue de consultations triangulaires régulières au niveau des fonctionnaires de rang supérieur, ainsi que la poursuite, l'intensification et l'institutionnalisation des échanges de vues informels existants.

70. Bien qu'il existe diverses formes de consultations telles que les réunions du Conseil de sécurité avec les pays fournisseurs de contingents et de personnel de police et les consultations du Secrétariat avec ces pays, il semble qu'il y ait peu de possibilités pour un véritable débat de fond entre ces trois parties prenantes. En outre, il n'existait pas d'instance au sein de laquelle le Conseil de sécurité, de concert avec le Secrétariat, pourrait porter à la connaissance d'éventuels pays fournisseurs de contingents son évaluation d'un conflit donné et recueillir des vues

et des informations sur les moyens dont disposent ces derniers avant de faire part de son intention d'autoriser une opération.

71. S'agissant des domaines où des améliorations s'imposent, des progrès pourraient être faits en approfondissant les bonnes pratiques informelles et en mettant en place de nouveaux mécanismes informels de consultation. L'orateur a souligné qu'il importait d'élargir les séances de dialogue informel, notamment avant le renouvellement des mandats, afin d'échanger des vues sur les opérations en cours, y compris sur les difficultés rencontrées, et de donner la possibilité aux pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police de s'assurer que le Conseil est conscient de leurs préoccupations. Pour les nouvelles opérations, comme l'a recommandé le Secrétaire général dans son rapport (A/70/357-S/2015/682), l'orateur a estimé que le Conseil de sécurité pourrait, avec l'appui du Secrétariat, informer les pays fournisseurs de contingents potentiels de son évaluation des conflits avant qu'une opération soit autorisée, l'objectif étant de permettre à ces pays d'examiner les besoins en capacités et de donner au Conseil l'occasion de recueillir leurs vues sur les difficultés et les possibilités concernant d'éventuelles tâches prescrites. L'orateur a indiqué que, lorsque le Conseil est sur le point d'autoriser ou de modifier le mandat d'une opération, des consultations pourraient être tenues en vue de préciser les priorités, les conséquences opérationnelles et les moyens requis. Celles-ci pourraient être complétées par des consultations entre le Secrétariat et les pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police pour toute nouvelle mission, y compris des discussions en vue d'un engagement conditionnel de moyens, dans la mesure du possible. L'orateur a appelé l'attention sur la note de cadrage (voir S/2015/1042) distribué avant la réunion.

72. Le Groupe de travail a entendu des exposés présentés par M. François Grignon, Directeur par intérim au Département des opérations de maintien de la paix, M. Gerard van Bohemen, Représentant permanent de la Nouvelle-Zélande auprès de l'Organisation des Nations Unies, et M. Masud Bin Momen, Représentant permanent du Bangladesh auprès de l'Organisation des Nations Unies.

73. M. Grignon a déclaré que le renforcement du dialogue triangulaire pouvait améliorer l'efficacité générale des opérations de maintien de la paix. Ainsi qu'il ressort de l'examen des opérations de maintien de la paix, il faut faire davantage pour que le dialogue triangulaire devienne plus stratégique, plus constructif et plus axé sur les questions de fond en associant toutes les parties prenantes aux mécanismes de planification, d'autorisation et de mise en œuvre des mandats. Mettant l'accent sur les modalités pratiques permettant de renforcer le dialogue triangulaire, l'orateur a proposé six mesures, en s'appuyant sur les propositions formulées par le Secrétaire général dans son rapport (A/70/357-S/2015/682). Il a invité le Conseil à solliciter les vues des pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police lors de l'examen de nouveaux mandats pour des missions nouvelles ou existantes, y compris sur les projets de résolution avant leur adoption, car leur point de vue permettrait au Conseil de mieux comprendre les problèmes qui se posent et contribuerait à y trouver des réponses réalistes. Il a également invité les pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police à renforcer la cohérence et la coordination, à la fois sur les questions stratégiques et opérationnelles relatives à certaines missions afin de permettre au Conseil et au Secrétariat de mieux tenir compte de leurs vues dans la conception et la gestion des opérations de maintien de la paix. Les réunions entre le Conseil de sécurité et les pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police constituent une instance de concertation et

d'échanges entre ces parties prenantes. On pourrait encore renforcer ces réunions en définissant et en diffusant les ordres du jour à l'avance et en distribuant les comptes rendus par la suite. Il serait également bon de faire clairement la distinction entre les réunions portant sur des questions « stratégiques » telles que les mandats et celles portant sur des questions « opérationnelles » comme les capacités ou le matériel. Vu que les rencontres informelles permettent des échanges de vues francs sur des questions de fond, les échanges triangulaires informels mis en place par la Nouvelle-Zélande sur la MINUSS se sont révélés très utiles. Une rencontre du même type pourrait être organisée pour l'ensemble des opérations de maintien de la paix multidimensionnelles dont les mandats sont régulièrement renouvelés, sous les auspices des autres membres élus. Le Secrétariat était disposé à organiser des séances d'information à l'intention des membres du Conseil et des pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police lors de la planification de nouvelles missions. Les membres du Conseil devaient aider les pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police à remédier à l'insuffisance des moyens en organisant des consultations opérationnelles sur des missions en cours, comme l'ont souligné le Groupe de haut niveau et le Secrétaire général dans leurs rapports de suivi. Le Secrétariat était aussi disposé à porter à l'attention du Conseil les problèmes d'inconduite graves, notamment les cas d'exploitation et d'atteintes sexuelles.

74. M. van Bohemen a dit qu'une plus grande participation des pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police aux actions du Conseil de sécurité permettrait d'améliorer la prise des décisions et les résultats pour les opérations de paix des Nations Unies. Il est ressorti de discussions avec les pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police que le principal problème n'était pas tant le manque de mécanismes d'échanges de vues mais le fait que ces instruments n'étaient pas suffisamment utiles. Au début de cette année, en utilisant comme modèle le mandat de la MINUSS et en collaboration avec un autre membre du Conseil et le Département des opérations de maintien de la paix, la Nouvelle-Zélande a lancé une série de tables rondes officielles avec les pays qui fournissent des contingents à la MINUSS. Bien qu'ayant un caractère officiel, ces tables rondes ont permis d'avoir des échanges interactifs de fond, au cours desquels le Département a présenté des exposés détaillés et les pays fournisseurs de contingents ont soulevé des préoccupations persistantes et posé des questions. La Nouvelle-Zélande a encouragé de tels échanges dans d'autres missions et a appuyé la tenue, par le Secrétariat, de réunions régulières d'information sur les opérations militaires de la MONUSCO à l'intention des pays fournisseurs de contingents et des membres du Conseil de sécurité. En tant que membre du Conseil, la Nouvelle-Zélande a pu ainsi mieux comprendre le fonctionnement des missions, les difficultés opérationnelles qu'elles rencontrent ainsi que les points de vue des pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police.

75. En se fondant sur l'expérience acquise par son pays, l'orateur a mentionné trois domaines pratiques dans lesquels un renforcement des consultations triangulaires s'impose. En premier lieu, ces consultations à caractère informel et souple devraient permettre un échange franc d'informations et offrir au Secrétariat l'occasion de faire le point sur les activités opérationnelles pour permettre de mieux comprendre la situation sur le terrain, afin que les participants puissent participer sur un pied d'égalité. L'idéal serait d'établir un ordre du jour de base pour pouvoir examiner comme il se doit des questions particulières, plutôt que d'avoir un aperçu général. Pour que ces consultations soient des plus utiles, il conviendrait que les

participants soient bien préparés. En deuxième lieu, il fallait engager un dialogue plus franc et soutenu lors de l'élaboration de nouveaux mandats ou en cas de modification importante de mandats existants. L'orateur a souligné que le Conseil ne devait pas être saisi de propositions concernant des opérations de paix des Nations Unies ni de projets de résolution qui n'avaient pas fait l'objet d'une certaine forme de consultation triangulaire. Comme l'a demandé le Groupe de haut niveau, ainsi que le Secrétaire général dans son rapport, il s'est dit favorable à la tenue de discussions entre les membres du Conseil de sécurité, le Secrétariat et les pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police à un stade précoce, le but étant d'améliorer la conception des mandats des missions. En troisième lieu, il fallait fournir aux pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police concernés certains documents du Conseil de sécurité, notamment la correspondance concernant les incidents graves touchant à la sécurité dans les missions, et les avis de décès de soldats de la paix, compte tenu de la participation directe de leur personnel. Pour finir, l'orateur a émis l'espoir que les États Membres appuieront la démarche de la Nouvelle-Zélande concernant les consultations triangulaires et a engagé d'autres membres du Conseil, en particulier les membres élus, à envisager de jouer ce rôle eux-mêmes.

76. M. Bin Momen a déclaré que les principaux pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police insistaient depuis de nombreuses années sur la nécessité de disposer d'un mécanisme structuré et institutionnalisé de dialogue triangulaire. Il s'agissait pour ces pays de faire valoir leurs enjeux dans le processus de définition des mandats et de le prendre en mains, mais surtout de combler le fossé qui subsiste entre les travaux du Conseil de sécurité et les activités des missions de maintien de la paix. Malgré quelques bonnes pratiques observées récemment, lesquelles sont pour la plupart sporadiques et portent sur des questions précises, un mécanisme régulier et viable permettant un dialogue cohérent et axé sur l'action faisait défaut. Avec un peu de volonté et d'esprit d'innovation, on pourrait facilement transposer à une plus grande échelle l'initiative de la Nouvelle-Zélande et mettre en place un mécanisme permettant un dialogue véritable en combinant des démarches formelles et informelles, afin d'apporter une réelle valeur ajoutée et de remédier à tout déficit de communication et de coordination avec des effets tangibles. La démarche formelle permettrait d'inscrire le mécanisme dans le cadre des procédures structurées tandis que la démarche informelle contribuerait à rendre l'instance plus interactive, ciblée et axée sur les résultats, au lieu d'en faire une autre structure formelle s'occupant de questions générales. Ce mécanisme pourrait prendre la forme d'un groupe de travail composé de tous les membres du Conseil de sécurité et de tous les pays fournisseurs de contingents et de personnel de police, qui bénéficierait de la présence et de l'appui du Secrétariat. L'orateur a expliqué que ce groupe de travail pourrait aussi être ouvert aux pays bailleurs de fonds intéressés et axer ses activités sur deux grandes questions thématiques : d'une part, l'évolution des lacunes et des difficultés auxquelles sont confrontées les missions existantes, notamment les opérations multidimensionnelles, eu égard à la mise en œuvre de leurs mandats respectifs; et, d'autre part, l'évolution des priorités et des capacités qui pourraient être nécessaires pour renouveler, modifier ou réaménager les mandats et leurs incidences éventuelles sur le terrain. Le groupe de travail proposé pourrait avoir pour mandat de faire rapport principalement au Conseil de sécurité, et aussi au Comité spécial des opérations de paix, selon qu'il conviendra, et fonctionner en parallèle avec le Groupe de travail du Conseil de sécurité sur les opérations de maintien de la paix en maintenant des contacts réguliers avec celui-ci. Les détails

concernant le groupe de travail pourraient être mis au point dans un cadre autorisé. Une fois le mécanisme opérationnel, il pourrait être utile d'envisager d'organiser son travail autour de certains groupes thématiques. Le dialogue triangulaire stratégique est resté à l'ordre du jour pendant des années, ce qui n'a cessé de préoccuper les pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police, même s'il semble possible, encore une fois, de prendre des mesures concrètes pour remédier à cette situation.

77. Les membres du Groupe de travail ont appelé au renforcement du dialogue triangulaire dans le cadre de réunions formelles et informelles. Ils se sont félicités de l'initiative de la Nouvelle-Zélande, qui pourrait servir de modèle à d'autres membres du Conseil de sécurité. Ils ont tout particulièrement souligné combien il importait d'engager des consultations avant le renouvellement de tout mandat par le Conseil de sécurité. Les pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police ont fait observer que le manque d'informations et de documents constituait un problème majeur. À cet égard, ils ont demandé que le Conseil de sécurité leur communique les projets de résolution et de déclaration du Président sur les opérations de maintien de la paix afin qu'ils puissent y apporter leur contribution.

III. Conclusions et recommandations

78. Entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2015, le Groupe de travail a tenu neuf réunions avec les pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police, au cours desquelles une attention accrue a été accordée à d'importantes questions transversales touchant les opérations de maintien de la paix et à des questions particulières touchant des missions données.

79. Certaines de ces questions intéressaient particulièrement le Groupe indépendant de haut niveau sur les opérations de maintien de la paix des Nations Unies. Le rapport du Groupe indépendant de haut niveau et le rapport de mise en œuvre du Secrétaire général ont inspiré les activités du Groupe de travail en 2015, en particulier en ce qui concerne des questions telles que la sûreté et la sécurité des soldats de la paix des Nations Unies, les partenariats et le dialogue stratégique entre le Conseil de sécurité, les pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police et le Secrétariat.

80. Le 31 décembre 2015, le Conseil de sécurité a adopté une déclaration de sa présidente (S/PRST/2015/26) de large portée sur le renforcement de la coopération avec les pays fournisseurs de contingents et d'effectifs de police, à l'instigation du Tchad. Dans la déclaration, fondée sur les recommandations formulées par le Secrétaire général dans son rapport intitulé « L'avenir des opérations de maintien de la paix des Nations Unies : application des recommandations du Groupe indépendant de haut niveau chargé d'étudier les opérations de paix » (S/2015/682), ainsi que de celles figurant dans le rapport du Groupe indépendant de haut niveau (S/2015/446), le Conseil a noté l'absence de consultations efficaces malgré l'existence de nombreux mécanismes. Il a souligné qu'il importait de procéder à des échanges de vue constructifs, représentatifs et fructueux et a déclaré qu'il demeure déterminé à poursuivre les échanges en vue de renforcer les consultations triangulaires. Il a demandé instamment aux pays fournisseurs de contingents et de personnel de police de faire connaître leurs vues sur la question d'ici au 31 mars 2016.

81. Le Groupe de travail devrait continuer d'œuvrer au renforcement de la collaboration entre ces trois parties prenantes. Il importe au plus haut point que les pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police continuent de participer aux activités du Groupe de travail et que le Secrétariat participe à ses réunions, y compris à celles qui sont jugées sensibles.

82. Comme d'autres organes subsidiaires du Conseil de sécurité, il est souhaitable que les documents du Groupe de travail soient disponibles sur le site Web <https://eroom.un.org/eRoom>. Il est également souhaitable que les documents officiels du Conseil de sécurité, en particulier les projets de résolution et les projets de déclaration du Président sur les opérations de maintien de la paix, soient communiqués aux pays fournisseurs de contingents et d'effectifs de police avant le début de négociations informelles.

83. Les conclusions et recommandations issues du présent rapport du Groupe de travail devraient être soigneusement étudiées et, le cas échéant, mises en œuvre.

Annexe

Réunions du Groupe de travail tenues entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2015

N°	Date	Participants	Intervenants	Thème
1	20 février	Membres du Groupe de travail et pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police	M. Richard Nduhuura, Représentant permanent de l'Ouganda auprès de l'Organisation des Nations Unies Général de corps d'armée Maqsood Ahmed, Conseiller militaire pour les opérations de maintien de la paix des Nations Unies, Département des opérations de maintien de la paix	Maintien de la paix classique et imposition de la paix
2	23 mars	Membres du Groupe de travail et pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police	M. David Pressman, Représentant permanent adjoint des États-Unis d'Amérique auprès de l'Organisation des Nations Unies M. Dmitry Titov, Sous-Secrétaire général à l'état de droit et aux institutions chargées de la sécurité, Département des opérations de maintien de la paix M ^{me} Abigail Hartley, Chef du Bureau des politiques, de la sensibilisation et de l'information, Service de la lutte antimines de l'ONU	Sûreté et sécurité des soldats de la paix des Nations Unies : menaces asymétriques
3	6 mai	Membres du Groupe de travail au niveau des ambassadeurs et membres du Groupe indépendant de haut niveau sur les opérations de maintien de la paix des Nations Unies	M. Edmond Mulet, Sous-Secrétaire général aux opérations de maintien de la paix, Département des opérations de maintien de la paix M. Tête António, Observateur permanent de l'Union africaine auprès de l'Organisation des Nations Unies	Réunion spéciale avec les membres du Groupe indépendant de haut niveau sur les opérations de maintien de la paix des Nations Unies
4	26 juin	Membres du Groupe de travail et pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police	M. Atul Khare, Secrétaire général adjoint à l'appui aux missions M. Tête António, Observateur permanent de l'Union africaine auprès de l'Organisation des Nations Unies M. Thomas Mayr-Harting, Ambassadeur et chef de la délégation de l'Union européenne auprès de l'Organisation des Nations Unies M. Tekeda Alemu, Représentant permanent de la République fédérale démocratique d'Éthiopie auprès de l'Organisation des Nations Unies	Mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM) : enseignements tirés

<i>N°</i>	<i>Date</i>	<i>Participants</i>	<i>Intervenants</i>	<i>Thème</i>
5	31 juillet	Membres du Groupe de travail et pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police	<p>M. Dmitry Titov, Sous-Secrétaire général à l'état de droit et aux institutions chargées de la sécurité, Département des opérations de maintien de la paix</p> <p>M. Smail Chergui, Commissaire à la paix et à la sécurité de l'Union africaine</p> <p>M. Mick Lorentzen, Directeur de la Division des opérations régionales, Département de la sûreté et de la sécurité de l'ONU</p> <p>M. Alexis Lamek, Représentant permanent adjoint de la France auprès de l'Organisation des Nations Unies</p> <p>M. Sékou Kassé, Représentant permanent du Mali auprès de l'Organisation des Nations Unies</p> <p>M. Haile Menkerios, Représentant spécial du Secrétaire général auprès de l'Union africaine et Chef du Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine, présent en qualité d'observateur</p>	MINUSMA : une « mission de maintien de la paix » dans un contexte de terrorisme
6	31 août	Membres du Groupe de travail et pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police	<p>M. Yoshifumi Okamura, Représentant permanent adjoint du Japon auprès de l'Organisation des Nations Unies</p> <p>M. David Haeri, Directeur de la Division des politiques, de l'évaluation et de la formation, Département des opérations de maintien de la paix</p>	Renforcement bilatéral des capacités des pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police
7	19 octobre	Membres du Groupe de travail et pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police	<p>M. Ignace Gata Mavita wa Lufuta, Représentant permanent de la République démocratique du Congo auprès de l'Organisation des Nations Unies</p> <p>M. Lot Dzonzi, Représentant permanent adjoint du Malawi auprès de l'Organisation des Nations Unies</p>	Brigade d'intervention de la MONUSCO : enseignements tirés
8	27 novembre	Membres du Groupe de travail et pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police	<p>M. Edmond Mulet, Sous-Secrétaire général aux opérations de maintien de la paix, Département des opérations de maintien de la paix</p> <p>M. Tête António, Observateur permanent de l'Union africaine auprès de l'Organisation des Nations Unies</p>	Partenariats : importance des initiatives régionales de maintien de la paix

<i>N°</i>	<i>Date</i>	<i>Participants</i>	<i>Intervenants</i>	<i>Thème</i>
9	11 décembre	Membres du Groupe de travail et pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police	M. François Grignon, Directeur par intérim, Département des opérations de maintien de la paix M. Gerard van Bohemen, Représentant permanent de la Nouvelle-Zélande auprès de l'Organisation des Nations Unies M. Masud Bin Momen, Représentant permanent du Bangladesh auprès de l'Organisation des Nations Unies	Vers un dialogue stratégique entre le Conseil de sécurité des nations Unies, les pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police et le Secrétariat